

Collectif EARTH'na
**RAPPORT DES PARTIES PRENANTES
SOU MIS À L'EXAMEN PÉRIODIQUE
UNIVERSEL DE LA TUNISIE, 4^{ème} CYCLE 2022**

Rapport sur les droits environnementaux
et de développement

Tunis, mars 2022

Présentation du collectif EARTH'na

Le collectif **EARTH'na** est un groupe de jeunes Tunisiens appuyé par un ensemble d'associations environnementales et des droits humains, il œuvre à mener des campagnes de sensibilisation, d'observation et d'alerte pour ce qui est des questions fondamentales liées aux changements climatiques, à la conservation de la diversité biologique et à toute atteinte à l'environnement et au patrimoine.

Le collectif est appuyé par les associations, organisations et fondations suivantes :

- La Friedrich-Ebert-Stiftung Tunisie (FES Tunisie)
- L'Association Écotourisme Environnement (ETE+) de Nabeul,
- L'Association Tunisienne de Protection de la Nature et de l'Environnement (ATPNE) de Korba
- L'Association de Protection des Animaux (PAT)
- L'Association Tunisienne ADO+
- L'Association Tunisienne pour la Défense des Libertés Individuelles (ADLI)
- L'Association des Jeunes Ingénieurs
- El Space Innovation Hub



Contacts du collectif

Adresse E-mail
generation.av.8@gmail.com

Personne contact
Raach Rabeb

E-mail
raach.rabeb@yahoo.fr

Téléphone
+216 53 206 880



Introduction

1

Le 8 octobre 2021 a marqué une étape décisive pour tou.te.s les acteur.trice.s engagé.e.s dans la protection des droits humains et de l'environnement. Le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a, pour la première fois, reconnu le droit à un environnement propre, sain et durable comme étant un droit humain essentiel pour l'exercice des autres droits, suite à l'adoption de la résolution 48/13 lors de la 48ème session. Il garantit aux individus un environnement dont la qualité permet aux êtres humains d'avoir une vie digne.



Elgouesmia,
Bizerte,
Novembre 2021
© Mohamed
Argoubi

1

**Harmoniser les textes
juridiques avec la Constitution
et les conventions
internationales**

2

L'État Tunisien s'est engagé en 2017 lors de l'Examen Périodique Universel à harmoniser sa législation avec la Constitution, qui a reconnu un certain nombre de droits en relation avec le droit à l'environnement¹. Parmi ces droits figurent le droit à l'environnement (Article 45), le développement durable (Article 12), le droit à l'égalité (Article 21), le droit à l'éducation, dont l'éducation environnementale (Article 39), le droit à l'information et à l'accès à l'information (Article 32), la liberté de constitution des associations (Article 35), le droit à la participation à la prise de décision et à la gouvernance (environnementale) (Article 34), le droit à la santé (Article 38), le droit au patrimoine culturel (Article 42), le droit à l'eau (Article 44), le droit des femmes (Article 46) et le droit de l'enfant (Article 47).

1.1 La ratification des conventions internationales

3

L'Etat Tunisien a reçu en 2017 les recommandations relatives à la ratification des conventions internationales qui se rapportent à la question². En même temps, la Constitution tunisienne (article 20) reconnaît aux conventions internationales une valeur supra législative.

Autant, nous saluons la ratification de certaines conventions, nous déplorons que de nombreuses conventions internationales fort importantes ne soient pas encore ratifiées.

4

A cet effet, nous recommandons à l'Etat Tunisien de ratifier les conventions internationales telles que le Protocole sur la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de 2008, la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière environnementale de 1998, la Convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (n° 129) sur l'inspection du travail de 1969.

1.2 Le droit à un environnement sain et équilibré

5

La Constitution tunisienne reconnaît le droit à un environnement sain et équilibré (Article 35) sauf que ce droit subit beaucoup d'atteintes et de violations. En effet, la Tunisie est considérée comme le troisième pays en Afrique en termes de pollution environnementale avec un taux de pollution estimé de 75.12%³. Selon L'étude « Environmental Performance Index », la Tunisie occupe le 71ème rang⁴, et les chiffres en relation avec la biodiversité sont inquiétants.

¹ Recommandation 125.16 (Iraq), 'Poursuivre l'harmonisation des cadres juridiques environnementaux avec les textes constitutionnels' ; Recommandation 125.23 (Madagascar), 'Continuer à mettre la législation en conformité avec la Constitution et avec les instruments internationaux qu'elle a ratifiés'.

² Id.

³ Agence Anadolu, Malek Jomni, Tunisie / Une politique environnementale en dents de scie, 03-07-2021.

⁴ Environmental Performance, EPI Index 2020 EPI Results. Disponible sur le lien suivant : <https://epi.yale.edu/epi-results/2020/component/epi> (Consulté le 24 Mars 2022).

6

La Tunisie subit déjà et subirait encore les effets des changements climatiques : l'augmentation des températures, la baisse des précipitations, l'augmentation du niveau de la mer, le danger de l'érosion littorale (les petites îles à l'instar de l'archipel de Kerkennah), la raréfaction des ressources en eau, la salinité des eaux, la sécheresse, l'insécurité alimentaire (la production céréalière Tunisienne, en 2020, a baissé d'un tiers par rapport à 2019), les phénomènes climatiques extrêmes (inondation de Nabeul 2018), des effets négatifs sur les activités économiques (la vulnérabilité de la pêche au charbonnier dans les îles de Kerkennah ou la pêche aux palourdes dans le sud⁵), sociales (37.000 emplois menacés dans le secteur agricole) et de santé publique⁶.

1.3 L'égalité de tous et de toutes à un environnement sain

7

La Constitution de 2014 consacre le principe de l'égalité devant la loi entre les citoyen.enne.s (Article 21) ainsi que la protection des acquis historiques de la femme Tunisienne et de leur développement (Article 46).

8

Les femmes et les hommes ne vivent pas les enjeux environnementaux de la même façon, étant donné la spécificité des besoins et des rôles des unes et des autres dans la société. En effet, des rôles genrés sont attribués aux femmes qui sont reconnues comme principales utilisatrices et gardiennes de la biodiversité⁷. Certaines tâches sont féminisées comme en agriculture (l'élevage de volaille en Tunisie) et en gestion de l'eau (la collecte et l'utilisation⁸). Les femmes représentent 70 pour cent de la main-d'œuvre agricole, mais elles sont payées moins que les hommes et travaillent davantage dans le secteur informel, ce qui freine leur accès aux droits sociaux et surtout à la couverture sociale⁹.

⁵ Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, Les changements climatiques en Tunisie, Réalités et pistes d'adaptation pour le secteur des services publics, Septembre 2021. Disponible sur le lien suivant : <https://ftdes.net/rapports/changementsclimatiques.fr.pdf> (Consulté le 24 Mars 2022).

⁶ Agence Anadolu, Wejden Jlassi, Défis du changement climatique pour la Tunisie: il urge d'agir en amont, 10-12-2021. Disponible sur le lien suivant : https://www.aa.com.tr/fr/afrique/d%C3%A9fis-du-changement-climatique-pour-la-tunisie-il-urge-d-agir-en-amont/2444182?fbclid=IwAR1Ayl2pf_ucNeZua1sqFOL-5IH063KyD9bgKzCu3nBpn_bQ-R4Fp9g4ug (Consulté le 24 Mars 2022).

⁷ Ministère des Affaires Locales et de L'environnement et la PNUD, Actualisation de la Stratégie Nationale et du Plan d'action Nationaux sur La Biodiversité, p. 9, Novembre 2017. Disponible sur le lien suivant : https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/2019/strategie_et_plan_daction_nationaux_pour_la_biodiversite_2018_2030_0.pdf (Consulté le 24 Mars 2022).

⁸ Id. p. 8-9.

⁹ Programme Alimentaire Mondial (WFP), Projet de plan stratégique de pays – Tunisie (2022–2025), p. 5, Juin 2021. Programme Alimentaire Mondial (WFP), Projet de plan stratégique de pays – Tunisie (2022–2025), p. 5, Juin 2021. Disponible sur le lien suivant : https://executiveboard.wfp.org/document_download/WFP-0000129913 (Consulté le 24 Mars 2022). Les femmes travaillant dans le secteur agricole sont payées 50 pour cent de moins que les hommes, et seulement 33 pour cent d'entre elles ont une couverture sociale. Webmanagercenter, Tunisie : Près de 70% des travailleuses agricoles n'ont pas de couverture sociale, 19 novembre 2019. Disponible sur le lien suivant : www.webmanagercenter.com/2019/11/19/441491/tunisiepres-de-70-des-travailleuses-agricoles-nont-pas-de-couverture-sociale/ (Consulté le 24 Mars 2022). Selon un communiqué de presse d'août 2020 consacré à une enquête menée par l'Agence de démocratie locale de Kairouan, 58 pour cent des travailleuses agricoles sont payées entre 10 et 15 dinars tunisiens par jour et 30 pour cent, moins de 10 dinars par jour. Agence Tunis Afrique Presse, 58% des ouvrières agricoles en Tunisie payées entre 10 et 15 dinars par jour (enquête), 31-08-2020. Disponible sur le lien suivant : www.tap.info.tr/en/Portal-Society/13024256-58-of-female-farm (Consulté le 24 Mars 2022).



Septembre 2020
© Yassine Gaidi

1.4 Le droit d'accès à l'information environnementale

9

L'article 32 de la Constitution dispose que « l'État garantit le droit à l'information et le droit d'accès à l'information », et l'article 15 ajoute que « l'administration publique, au service des citoyens et de l'intérêt public, s'organise et fonctionne conformément aux principes de neutralité, d'égalité et de continuité des services publics, ainsi qu'aux règles de transparence et d'intégrité ».

10

Dans le cadre du projet de justice environnementale lancé en mars 2018, le Forum Tunisien des Droits Économiques et Sociaux a essayé d'évaluer l'application de la loi organique n°22 de Mars 2016 portant sur le droit d'accès à l'information. Il a constaté que, dans la majorité des administrations régionales de Gafsa et Kairouan, des dispositions importantes de la loi ne sont pas appliquées. Aucun agent n'est responsable de l'accès à l'information, ce qui se traduit par un manque d'accès à l'information dans les administrations régionales où l'on ignore complètement l'existence de cette loi. De même, la plupart des administrations n'appliquent pas le chapitre II de la loi organique n°22 de 2016 qui les obligent à diffuser publiquement leurs informations et notamment celles ayant fait l'objet d'une demande d'accès à l'information¹⁰.

¹⁰ Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux, La justice environnementale, un combat continu, Octobre 2019. Disponible sur le lien suivant : <https://ftdes.net/rapports/justice.envi2019.fr.pdf> (Consulté le 24 Mars 2022).

1.5 Le droit à l'éducation environnementale

11

La Constitution reconnaît le droit à l'éducation (Article 39), et l'éducation environnementale en fait partie.

La Tunisie a commencé l'insertion de l'éducation environnementale dans le programme scolaire des écoles, collèges et lycées¹¹. Il faut cependant signaler que plusieurs actions similaires qui ont été initiées ou réalisées dans des écoles primaires et des campagnes pilotes de sensibilisation à travers les régions n'ont pas eu de suite notable¹².

De même, la production et la diffusion de documents de vulgarisation ciblés vers les acteurs et parties prenantes ou d'informations dédiées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité, restent insignifiantes¹³.



Education
environnementale
dans la forêt de
Ghardaïa, Beni
Khar, Mars 2022
© Daoud Dhane

¹¹ Business News, L'éducation environnementale intègre le programme scolaire, 04-08-2021. Disponible sur le lien suivant : <https://www.businessnews.com.tn/L%92%E9ducation+environnementale+int%E8gre+le+programme+scolaire,544,110896,3> (Consulté le 24 Mars 2022).

¹² La Presse.TN, Kamel Ferchichi, Tri des déchets: Ça commence dans nos écoles, 10-12-2021. Disponible sur le lien suivant : <https://lapresse.tn/117491/tri-des-dechets-ca-commence-dans-nos-ecoles/> (Consulté le 24 Mars 2022).

¹³ Ministère des Affaires Locales et de L'environnement et la PNUD, Actualisation de la Stratégie Nationale et du Plan d'action Nationaux sur La Biodiversité, p. 22-23, Novembre 2017.

1.6 Œuvrer à la sécurité du climat

12

L'Etat Tunisien s'est engagé à « œuvrer à la sécurité du climat » (Article 45 de la Constitution). Toutefois, il n'y a eu aucune mise en application juridique ou institutionnelle de cet engagement.



Jendouba,
Août 2021
© Yassine Gaidi

1.6.1 Sécurité alimentaire et agricole

13

L'indice de sécurité alimentaire en Tunisie s'améliore, puisque le pays occupe le 55ème rang parmi 113 pays classés dans cet indice¹⁴. Toutefois, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave est de 9%, ce qui équivaut à 1 million de Tunisiens¹⁵.

14

D'après l'étude d'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire (2020-2021), les principaux impacts des perturbations climatiques sont la réduction substantielle des composantes des ressources hydriques mobilisables suite à la baisse de la pluviométrie, la dégradation de la productivité de différents systèmes de culture, la réduction de la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire du pays, et la « désagricolisation » du milieu rural avec les perturbations sociales qui s'ensuivent¹⁶.

¹⁴ Global Food Security Index, Country rankings 2021. Disponible sur le lien suivant : <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index/Index> (Consulté le 24 Mars 2022).

¹⁵ Programme Alimentaire Mondial (WFP), Projet de plan stratégique de pays – Tunisie (2022–2025), p. 5, 29 juin 2021.

¹⁶ Leaders, Ali Mhiri, Les changements climatiques, l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural en Tunisie, 02-06-2021. Disponible sur le lien suivant : <https://www.leaders.com.tn/article/31972-les-changements-climatiques-l-agriculture-la-securite-alimentaire-et-le-developpement-rural-en-tunisie> (Consulté le 24 Mars 2022).

1.6.2 Sécurité du climat et activité touristique

15

Plusieurs impacts potentiels du changement climatique sur le secteur du tourisme en Tunisie peuvent être identifiés : l'évolution des conditions de confort et impacts sur les flux touristiques, la perturbation du tourisme littoral suite à l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation du coût d'exploitation des hôtels, les conflits d'usage sur les ressources naturelles et les tensions accrues sur l'approvisionnement alimentaire, la diminution de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes des paysages marins et terrestres et de la qualité de l'eau de mer et de l'eau douce (lacs collinaires et cours d'eau...) et l'augmentation des risques sanitaires et des risques liés aux événements extrêmes¹⁷.



Ouled Yaneg,
village de
pêcheurs,
le 26 août 2020,
aux premières
lueurs de l'aube
© Pierre Gassin

¹⁷ Vivi Economics, Les Impacts Économiques du Changement Climatique en Tunisie : Risques et Opportunités, Novembre 2021. Disponible sur le lien suivant : https://tunisiagogreen.com/wp-content/uploads/2016/12/Impacts_Economiques_Francais.pdf (Consulté le 24 Mars 2022).

1.7 Lutter contre la pollution environnementale

16

L'État Tunisien s'est engagé à lutter contre la pollution environnementale (Article 45 de la Constitution). Cependant, les atteintes à l'environnement englobent les pollutions d'origine solide, liquide et gazeuse ainsi que les décharges publiques menaçant la vie, la santé et le bien-être des citoyens.



Gabes - Octobre 2021
© Ahmed Hmida

17

La Tunisie est justement le troisième pays en Afrique en termes de pollution environnementale avec un taux de pollution estimé à 75.12%, d'après la Fondation Heinrich-Böll. Des initiatives ont été lancées, tel que le plan de lutte contre l'utilisation des sacs en plastique à usage unique par l'interdiction définitive à partir de 2021. Cependant, aucune évolution concrète et notable n'a été constatée même après la publication du décret n°32 du 16 Janvier 2020 relatif aux types de sacs en plastique interdits sur le marché intérieur. Les sacs en plastique, souvent à usage unique, demeurent disponibles dans les grandes surfaces, les pharmacies et les commerces, sans parler du marché parallèle¹⁸.

De plus même si la Tunisie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz carbonique de 45% en 2030 par rapport à celles de 2010 et à augmenter la part des sources renouvelables dans la production de l'énergie à 30% pour la même période, cet objectif est loin d'être atteint¹⁹.

¹⁸ Agence Anadolu, Malek Jomni, Tunisie / Une politique environnementale en dents de scie, 03-07-2021.

¹⁹ Supra note 5, p.41.

1.8 Garantir le droit à l'eau à tous et à toutes



Kairouan,
Mars 2022
© Yassine Gaidi

18

L'État Tunisien garantit le droit à l'eau dans la Constitution (Article 44) mais le Code des eaux qui devrait normalement mettre en œuvre cette consécration est encore en état de projet malgré l'urgence de l'adopter.

19

Il faut noter que les problèmes liés à l'eau depuis 2017 se sont amplifiés. On pourra souligner la surexploitation des eaux souterraines due à un pompage excessif de l'eau, souvent supérieur aux besoins des cultures existantes²⁰. Les projections climatiques indiquent que les pertes totales en ressources en eau de ces nappes à l'horizon 2050, ont été évaluées à environ 75% de l'ensemble des ressources phréatiques littorales²¹.

²⁰ GnetNews, Tunisie / Eau : Les experts s'alarment, le rationnement risque de devenir inévitable ! 22-03-2021. Disponible sur le lien suivant : <https://news.gnet.tn/tunisie-eau-les-experts-s-alarment-le-rationnement-risque-de-devenir-inevitable> (Consulté le 24 Mars 2022).

²¹ La Contribution Déterminée au niveau national (CDN), Ministère en charge de l'Environnement, Accord de Paris sur le Climat, Septembre 2021. Disponible sur le lien suivant : <https://inkyfada.com/wp-content/uploads/2021/11/CDN-Tunisie-Septembre-2021-accord-paris-cop.pdf> (Consulté le 24 Mars 2022).

20

L'eau subit aussi la pollution hydrique et la dégradation de sa qualité. Des analyses réalisées à l'institut Pasteur et appuyées par des analyses faites par le ministère de la santé révèlent une contamination bactériologique accrue dont la source revient aux eaux usées²².

21

En outre, la salinisation des sols due à l'élévation du niveau de la mer engendre des problèmes à l'agriculture côtière. L'eau douce des nappes phréatiques est en proie à la pollution saline. Cette eau ne peut plus alors être utilisée pour l'irrigation, tel est le cas des terres agricoles au Cap Bon et au Sahel²³. De plus, on constate des problèmes d'érosion et d'envasement des retenues avec un taux d'envasement moyen de 23% des grands barrages en Août 2021²⁴, des inondations (les inondations au Gouvernorat de Nabeul en Septembre 2018), et des sécheresses (5 années de sécheresse sévères entre 2012 et 2021 et des déficits de 59.2% en 2020 et 57.4% en 2021 des apports en eau au niveau des barrages²⁵).

22

Pour remédier à la pénurie d'eau et faire face au changement climatique, l'État Tunisien a adopté la méthode de l'alimentation intermittente en eau potable qui ne cesse de prospérer depuis plusieurs années. En effet, 1345 problèmes de distribution de l'eau ont été signalés en 2020, contre 497 au cours du premier trimestre de 2021, selon l'Observatoire Tunisien de l'Eau²⁶. Cette approche affecte considérablement la qualité de vie, augmente la propagation des maladies hydriques et dégrade fortement les activités économiques²⁷.

1.9 Protéger et rationaliser l'utilisation des ressources naturelles

23

La protection des ressources naturelles est garantie par la Constitution de 2014 (Articles 12 et 13). Les conséquences de la dégradation des ressources naturelles par plusieurs facteurs naturels et humains menacent le droit de chaque citoyen.ne. à un environnement sain et équilibré. En zones arides et semi-arides de Tunisie (cas du Gouvernorat de Siliana), la pression anthropique intense et soutenue a conduit à la dégradation des parcours sur de très vastes étendues géographiques. En effet, en conditions dégradées, la charge animale annuelle et l'absence d'un processus de gestion rationnelle engendrent le surpâturage aboutissant incontestablement au phénomène de la désertification²⁸.

²² Arab Reform Initiative, Banlieue sud de Tunis: La mise en agenda du problème de la pollution marine, 20-01-2022.

²³ Agence Anadolu, Wejden Jlassi, Défis du changement climatique pour la Tunisie: il urge d'agir en amont, 22-03-2021. Disponible sur le lien suivant : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/d%C3%A9fis-du-changement-climatique-pour-la-tunisie-il-urge-d-agir-en-amont/2444182> (Consulté le 24 Mars 2022).

²⁴ Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI), Evolution de l'envasement des barrages en Tunisie. Disponible sur le lien suivant : <http://www.onagri.nat.tn/uploads/veille/Note-veille-barrages-VF2.pdf> (Consulté le 24 Mars 2022).

²⁵ La Presse, Raoudha Gafrej, L'unique menace pour la sécurité de la Tunisie : la sécheresse qui s'installe.

²⁶ Id.

²⁷ Nawaat, Najeh Bouguerra, Alimentation intermittente en eau : Manque de ressources ou excès de corruption ! 18-08-2021. Disponible sur le lien suivant : <https://lapresse.tn/114983/unique-menace-pour-la-securite-de-la-tunisie-la-secheresse-qui-sinstalle/> (Consulté le 24 Mars 2022).

²⁸ Site web du Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Dégradation des ressources. Disponible sur le lien suivant : http://www.environnement.gov.tn/GDTS/index.php?option=com_content&view=article&id=112&Itemid=806&lang=fr (Consulté le 24 Mars 2022).

1.10 Garantir le droit au patrimoine culturel et naturel

24

Le droit au patrimoine est un droit garanti par la Constitution de 2014 (Article 42). Malgré sa protection par le code du patrimoine promulgué par la loi n° 94-35 du 24 Février 1994, le patrimoine Tunisien (culturel et naturel) est menacé par la prolifération de la dégradation par les changements climatiques ou par des actes de vandalisme voire de pillage. Etant donné les trésors patrimoniaux dont ils regorgent, les musées sont délestés de leurs biens. Des mosaïques, des trésors de numismatique, des épigraphies, des stèles figurées, des bijoux, des céramiques, et des manuscrits, ont été volés²⁹. De plus, même si la Tunisie compte un certain nombre de sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial (l'ancienne ville de Tunis, le site archéologique de Carthage, l'amphithéâtre romain...), depuis 1997, aucun site n'a été inscrit sur la liste définitive du patrimoine culturel et naturel mondial³⁰.

1.11 Approche participative et gouvernance

25

La participation des citoyen.ne.s sans discrimination pour jouir d'un environnement sain est assurée par plusieurs textes juridiques tel que le droit des citoyens à élire librement les représentants locaux à travers les élections communales, le droit de se réunir et de manifester, le droit de fonder une association et de mener des activités associatives (Article 35 de la Constitution), le droit d'accès à l'information³¹, le droit d'assister au vote du budget communal, et le droit à la prise de décision et à la gouvernance environnementale (Article 34 de la Constitution). Malgré la diversité des textes juridiques assurant la participation des citoyen.nes, il y a une absence remarquable des jeunes et des femmes pour la prise des décisions (seulement 18% du nombre total d'agents du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche sont des femmes³²).

26

Au niveau local, la société civile contribue à promouvoir la démocratie participative et à améliorer la gouvernance locale. Elle remplit une fonction d'observation et d'analyse des réalités locales en étant attentive à la bonne santé de la ville et de ses habitants, aux principes du vivre ensemble, à la protection des droits humains, à l'équité sociale, au respect les règles d'une bonne gouvernance et de l'exercice d'une citoyenneté active et responsable³³.

²⁹ La Majalla, Chokri Ben Nessir, Vol des pièces archéologiques en Tunisie : Une série noire, 08 avril, 2017. Disponible sur le lien suivant : <https://fr.majalla.com/node/49796/vol-des-pi%C3%A8ces-arch%C3%A9ologique-en-tunisie-une-s%C3%A9rie-noire> (Consulté le 24 Mars 2022).

³⁰ Site web de UNESCO, Convention du patrimoine mondial, États parties, Tunisie. Disponible sur le lien suivant : <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/tn> (Consulté le 24 Mars 2022).

³¹ Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD) et l'Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ), La démocratie locale et la participation des citoyens à l'action municipale, Juin 2014. Disponible sur le lien suivant : <https://www.giz.de/de/downloads/giz2014-fr-democratie-locale-tunisie-internet.pdf> (Consulté le 24 Mars 2022).

³² L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et L'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), La participation des femmes à la prise de décision dans l'administration publique en Tunisie, 2018. Disponible sur le lien suivant : <https://www.oecd.org/mena/governance/la-participation-des-femmes-a-la-prise-de-decision-tunisie.pdf> (Consulté le 24 Mars 2022).

³³ Id.

2

**Mise en place
des structures garantissant
les droits environnementaux
et de développement**

27

Selon les recommandations du Conseil des Droits de l'Homme de 2017, l'État Tunisien s'est engagé à mettre en place la cour constitutionnelle (R n°125.50³⁴) et les instances constitutionnelles (R n°125.19³⁵) chargées de garantir les droits et les libertés reconnus par la Constitution.

2.1 L'Instance du développement durable et des droits des générations futures

28

L'Instance du développement durable et des droits des générations futures est une instance constitutionnelle qui a été créée par la Constitution de 2014 (Article 125) et qui est dotée de la personnalité juridique et d'une indépendance administrative et financière. Son rôle a été défini par l'article 129 de la même constitution. Elle est consultée sur les projets de loi relatifs aux questions économiques, sociales, environnementales, ainsi que sur les plans de développement.

29

En 2019, l'Assemblée des Représentants du Peuple a voté la loi organique n° 2019-60 du 9 Juillet 2019 relative à l'Instance du développement durable et du droit des générations futures, fixant sa mission, ses prérogatives, sa composition, la représentativité en son sein, son mode d'élection et son organisation ainsi que les méthodes de son questionnement. Mais cette instance n'a pas encore vu le jour.

2.2 Instance des droits de l'homme

30

L'instance des droits de l'homme est une instance constitutionnelle prévue par la Constitution de 2014 (Article 128). La loi organique n° 2018-51 du 29 octobre 2018 relative à sa création a été adoptée par l'Assemblée des Représentants du Peuple alors qu'elle n'a pas encore vu le jour.

2.3 La Cour Constitutionnelle

31

La Constitution de 2014 a prévu la création d'une Cour Constitutionnelle et a défini sa composition et ses prérogatives (de l'Article 118 à l'Article 124). Toutefois, malgré l'entrée en vigueur de cette Constitution qui a fixé un délai d'une année (Article 148 alinéa 5) pour la mettre en place et l'adoption de la loi organique n 2015-50 qui s'y rapporte, la Cour Constitutionnelle n'a pas encore vu le jour à cause de divergences entre les partis politiques.

³⁴ Continuer les efforts visant à poursuivre les initiatives législatives de la Commission nationale de développement durable pour les générations futures (Arabie saoudite).

³⁵ Poursuivre les efforts visant à aligner la législation nationale relative aux droits de l'homme sur la Constitution tunisienne et ses obligations internationales en matière de droits de l'homme (Qatar).

Oryx algazelle (Oryx dammah)
au parc national de Dghoumes - 2018 © Kilani Faouz



3

Recommandations

LA RATIFICATION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Recommandation n°1

Ratifier les conventions internationales telles que le Protocole sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) de 2008, la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement de 1998, la Convention de l'OIT (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture) 1969

LE DROIT À UN ENVIRONNEMENT SAIN ET ÉQUILIBRÉ

Recommandation n°2

Mettre en place au sein des tribunaux des sections spécialisées en droit de l'environnement et améliorer le système de contrôle des violations

Recommandation n°3

Renforcer le dispositif juridique et institutionnel en matière de protection de l'environnement notamment la biodiversité et les changements climatiques

Recommandation n°4

Compléter et renforcer le cadre réglementaire

Recommandation n°5

Adopter un code de l'environnement consacrant une protection renforcée de toutes les composantes de l'environnement en vue de la mise en œuvre la Constitution

Recommandation n°6

Promulguer la loi relative à la prévention des sites contaminés

Recommandation n°7

Amender le décret relatif à l'étude d'impact

Recommandation n°8

Réviser vers la hausse le seuil de sanctions relatives aux crimes environnementaux notamment en ce qui concerne la pollution marine

Recommandation n°9

Élaborer une loi-cadre sur la biodiversité

Recommandation n°10

Instaurer des plans de préservation de la qualité de l'air dans les régions les plus exposées à la pollution atmosphérique

Recommandation n°11

Réactiver les travaux de la commission nationale du développement durable sous l'égide de la présidence du gouvernement

Recommandation n°12

Établir un plan de risques et de prévention en vue de l'augmentation des pathologies respiratoires liées aux changements climatiques

Recommandation n°13

Mettre en place un réseau d'épidémiologie-surveillance des principales maladies vectorielles qui sera appuyé en même temps par un réseau de surveillance entomologique et de lutte contre les moustiques et les phlébotomes

Recommandation n°14

Eriger la problématique centrée sur la réduction des risques de catastrophes en priorité nationale, multisectorielle et pluridisciplinaire en intégrant tous les acteurs concernés (État, société civile, acteurs décentralisés, partenaires techniques et financiers, recherche-développement, secteur privé...)

L'ÉGALITÉ DE TOUS ET DE TOUTES À UN ENVIRONNEMENT SAIN

Recommandation n°15

Mettre en œuvre les dispositions de l'article 21 de la Constitution sur l'égalité entre les citoyen.enne.s en droit et en obligations sans discrimination

Recommandation n°16

Adopter une approche genre dans les différentes législations relatives au droit de l'homme à l'environnement

Recommandation n°17

Incorporer l'approche genre dans la participation à la conservation des ressources naturelles pour le développement durable des populations par la mise en place des projets et des activités traitant le phénomène du changement climatique

Recommandation n°18

Engager un processus de transfert des compétences en matière de gestion des ressources naturelles vers la gouvernance locale (décentralisation) en renforçant les capacités, la prévention et la gestion des risques, l'économie verte et circulaire et l'entrepreneuriat féminin

Recommandation n°19

Clarifier l'approche inclusive dans la stratégie et plan d'action nationaux pour la conservation de la biodiversité 2018-2030

Recommandation n°20

Lancer des programmes climatiques prenant en considération le facteur genre et mettant le point sur l'importance de l'égalité entre les sexes dans le traitement de la question climatique

LE DROIT D'ACCÈS À L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

Recommandation n°21

Ratifier la convention d'Aarhus de 1998, convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière environnementale

Recommandation n°22

Assurer une formation au droit d'accès à l'information au sein des administrations lorsqu'elles sont sollicitées par des demandes d'accès à l'information

Recommandation n°23

Mettre en œuvre les dispositions de l'article 32 de la Constitution qui garantit le droit à l'information

Recommandation n°24

Généraliser la jouissance du droit à l'information environnementale pour sensibiliser les citoyen.ne.s à la lutte contre la dégradation environnementale et l'application du droit à l'environnement

Recommandation n°25

Renforcer les compétences de l'agence responsable de la préparation des rapports des parties sur l'application de la Convention de Bonn, sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, ratifiée par la Tunisie, le 01 Juin 1987, communiquer les résultats, les stratégies et les projets réalisés pour conserver les espèces migratrices et leurs aires de répartition

Recommandation n°26

Créer une base de données et des inventaires écologiques sur les espèces migratrices et leurs aires de répartition et mettre à jour les statuts légaux des écosystèmes de conservation et les données

Recommandation n°27

Garantir la transparence quant à l'adoption des projets climatiques, de la collecte des données et informations dans le domaine de l'atténuation des émissions, de l'adaptation aux changements climatiques et des moyens d'appui et de soutien dans le cadre de l'Accord de Paris ratifié par l'État Tunisien le 18 octobre 2016

Recommandation n°28

Donner aux communautés les moyens d'exercer leur droit à l'information et la participation

Recommandation n°29

Soutenir la mise en œuvre des objectifs de gouvernance environnementale dans les normes et les engagements nationaux existants

Recommandation n°30

Créer un espace d'échange en faveur des principaux intervenants (y compris les mouvements de contestation) afin de développer, mettre en œuvre et superviser des solutions durables

Recommandation n°31

Appuyer les services d'assistance juridique et autres soutiens au profit des citoyen.ne.s, de la société civile et des journalistes afin de leur permettre de faire connaître leurs revendications au sujet de l'environnement

Recommandation n°32

Protéger les défenseuses et défenseurs de l'environnement et de la démocratie

Recommandation n°33

Appuyer les services d'assistance juridique et autres soutiens au profit des citoyen.ne.s, de la société civile et des journalistes afin de leur permettre de faire connaître leurs revendications au sujet de l'environnement

LE DROIT À L'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

Recommandation n°34

Encourager, renforcer et investir dans les recherches scientifiques sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et leurs aires de répartition

Recommandation n°35

Assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des programmes de l'éducation environnementale dans le programme scolaire des écoles, collèges et lycées

Recommandation n°36

Adopter des programmes de sensibilisation et formation des juges sur la cause environnementale et plus spécifiquement sur l'importance de la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage ainsi que leurs aires de répartition

Recommandation n°37

Mettre en place des activités de sensibilisation et des ateliers participatifs dans les établissements d'enseignements

Recommandation n°38

Promouvoir les approches de communication et d'éducation environnementale



Education environnementale dans la lagune de Tazarka, Mars 2022 © Amna Klay

Recommandation n°39

Organiser une campagne efficace de sensibilisation environnementale sur les médias

Recommandation n°40

Mettre en place et poursuivre des programmes d'éducation et de formation scientifique et technique pour identifier et conserver la diversité biologique et ses éléments constitutifs, assurer l'utilisation durable, et apporter un appui à l'éducation et à la formation répondant aux besoins particuliers

Recommandation n°41

Organiser des campagnes d'initiation dans les écoles et auprès des jeunes pour la conquête de la citoyenneté environnementale

Recommandation n°42

Coopérer avec d'autres États et organisations internationales, pour mettre au point des programmes d'éducation et de sensibilisation du public concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique

ŒUVRER À LA SÉCURITÉ DU CLIMAT**Recommandation n°43**

Élaborer une Loi climat

Recommandation n°44

Intégrer la lutte contre les changements climatiques dans les législations nationales

Recommandation n°45

Renforcer la stratégie d'adaptation à travers la mise en œuvre d'un Plan National d'Adaptation en sollicitant le « National Adaptation Plan Global Network »

Recommandation n°46

Renforcer la coopération avec les pays développés

Recommandation n°47

Consolider la recherche scientifique et tirer profit des expériences et des pratiques réussies

Recommandation n°48

Élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National de la Tunisie (CDN), en identifiant les besoins de lutte contre les effets des changements climatiques en Tunisie dans tous les secteurs

Recommandation n°49

Consolider la recherche scientifique et tirer profit des expériences et des pratiques réussies

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET AGRICOLE

Recommandation n°50

Élaborer un plan d'action spécifique sur la réhabilitation, la lutte contre l'érosion côtière, et le réaménagement

Recommandation n°51

Procéder à la délocalisation des zones industrielles côtières, à la réhabilitation et à la protection des infrastructures existantes contre les risques d'impacts climatiques et à l'implantation des fermes et infrastructures aquacoles

Recommandation n°52

Adopter des pratiques agricoles durables dans les régions du centre, des systèmes de production de polyculture-élevage aux changements climatiques dans les régions vulnérables

Recommandation n°53

Mettre à jour la carte agricole en tenant compte des impacts des changements climatiques

Recommandation n°54

Mettre en place un système de veille climatique, d'alerte précoce et un mécanisme d'assurance contre les aléas climatiques

Recommandation n°55

Conserver et valoriser le patrimoine génétique local pour l'adaptation des cultures aux changements climatiques

Recommandation n°56

Développer des systèmes innovants de grandes cultures



Zembra - Juillet 2021
© Adel Azouni

SÉCURITÉ DU CLIMAT ET ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Recommandation n°57

Définir des régions climato-touristiques et adapter la répartition de circuits écotouristiques

Recommandation n°58

Adopter un tourisme durable et accessible à tous et à toutes

Recommandation n°59

Développer une offre à la fois alternative et complémentaire au tourisme balnéaire, en particulier sur les thématiques de santé, culture, sport et écologie durable

Recommandation n°60

Adopter le concept de l'Hôtel écologique (Exemple : le concept du Pavillon Bleu)

Recommandation n°61

Élaborer un programme d'économie d'eau dans le secteur touristique

Recommandation n°62

Instaurer le tri sélectif à la source et la valorisation des déchets

LUTTER CONTRE LA POLLUTION ENVIRONNEMENTALE

Recommandation n°63

Introduire des campagnes de sensibilisation et adopter une stratégie nationale cohérente contre la pollution environnementale

Recommandation n°64

Intégrer les mesures réglementaires, institutionnelles et techniques permettant de réduire les risques liés aux changements climatiques

Recommandation n°65

Mettre à jour la stratégie nationale de la gestion des déchets ménagers et assimilés 2020-2035 et assurer sa mise en œuvre

Recommandation n°66

Créer des dispositifs rigoureux de quantification et de caractérisation des déchets, aussi bien à l'échelle nationale qu'au sein des communes

Recommandation n°67

Élaborer un mécanisme de contrôle des flux des déchets mis en mer soit par les oueds soit par les pêcheurs

Recommandation n°68

Interdire le rejet des eaux usées traitées et non traitées dans les mers

Recommandation n°69

Appliquer le décret n°32 du 16 janvier 2020 relatif aux types de sacs en plastique interdits sur le marché intérieur

Recommandation n°70

Augmenter la part des sources d'énergie renouvelables pour réduire les émissions de gaz carbonique



Tunisie
© Ahmed Hmida

GARANTIR LE DROIT À L'EAU À TOUS ET À TOUTES

Recommandation n°71

Accélérer l'adoption du nouveau Code des eaux

Recommandation n°72

Appliquer des mesures d'adaptation des ressources en eau, principalement la mise en place de projets de transfert et de réutilisation des eaux usées traitées, renforcer et sécuriser l'alimentation en eau des grands centres urbains, notamment le Grand Tunis, le Cap-Bon, le Sahel et Sfax

Recommandation n°73

Améliorer les stratégies de gestion de l'eau et limiter le gaspillage à travers l'intensification des investissements de la maintenance du réseau de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux

PROTÉGER ET RATIONALISER L'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Recommandation n°74

Évaluer les projets, les stratégies et les politiques mis en œuvre suite à la ratification de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices

Recommandation n°75

Renforcer la coopération régionale et/ou internationale avec les États de l'aire de répartition pour la protection des espèces migratrices en Tunisie

Recommandation n°76

Procéder à l'établissement d'une liste rouge des espèces migratrices et de leurs aires de répartition avec une actualisation de la liste des espèces déjà présentes

Recommandation n°77

Assurer la sensibilisation et l'éducation des utilisateurs des ressources naturelles des milieux protégés à l'importance de la bonne gestion des ressources et la conservation des aires de répartition des espèces migratrices

Recommandation n°78

Renforcer les compétences du personnel de gestion des aires protégées

Recommandation n°79

Promouvoir l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles et la réutilisation des eaux usées traitées tout en améliorant sa qualité via la généralisation du traitement tertiaire au niveau des stations d'épuration des eaux de l'office national d'assainissement (ONAS)

Recommandation n°80

Améliorer et généraliser les services d'assainissements pour couvrir les petites villes et les zones rurales

Recommandation n°81

Adopter des nouvelles technologies dans le domaine d'assainissement notamment les technologies économes en énergie

Recommandation n°82

Atténuer la pollution de l'air générée par les activités industrielles et urbaines et réduire les gaz à effet de serre dus au secteur du transport

Recommandation n°83

Préserver les terres et les protéger contre l'érosion et la pollution par la création d'un réseau national de surveillance de la qualité des sols

Recommandation n°84

Préserver la biodiversité par l'atténuation des pressions et menaces imposées aux écosystèmes et promouvoir l'utilisation rationnelle et durable de ses produits et fonctions

Recommandation n°85

Renforcer l'adaptation des écosystèmes et des ressources aux changements climatiques

Recommandation n°86

Préserver le littoral, les écosystèmes maritimes, et les ressources marines

Recommandation n°87

Améliorer la gouvernance des espaces maritimes et côtiers

Recommandation n°88

Renforcer la création des espaces verts et les réserves naturelles

Recommandation n°89

Réduire la pollution générée par les grandes activités industrielles en adoptant et en instaurant les exigences environnementales et en renforçant la démarche RSE (La Responsabilité Sociétale des Entreprises) au sein des organismes publics et privés

Recommandation n°90

Promouvoir la gouvernance des hot spots industriels ayant des problématiques environnementales avérées, tel que le lac de Bizerte, les villes de Sfax, Kasserine, Gabès et le bassin minier de Gafsa

Recommandation n°91

Mettre en place un mécanisme de suivi de la situation environnementale des régions les plus exposées à la pollution telles que Gabes, Skhira, Sfax et Gafsa, Kasserine, Bizerte, Ben Arous sous l'égide du ministre de l'Environnement avec la participation des parties concernées à l'échelle régionale et centrale ainsi que les entreprises polluantes

Recommandation n°92

Elaborer des rapports nationaux et internationaux sur les ressources naturelles, y compris les rapports des objectifs du développement durable, Contribution Déterminée au niveau National de la Tunisie, ressources forestières mondiales, La convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

Recommandation n°93

Suivre l'impact des projets, programmes et réformes structurelles touchant les secteurs agricoles, forestier et pastoral

Recommandation n°94

Informers les citoyens et les parties prenantes (y compris les propriétaires forestiers et les habitants, les ONG environnementales, les organisations de recherche) des caractéristiques de la situation des ressources naturelles



GARANTIR LE DROIT AU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Recommandation n°95

Réviser le code du patrimoine en insérant la notion et la protection du patrimoine immatériel suite à la ratification de la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003

Recommandation n°96

Tenir compte des effets néfastes du changement climatique sur le patrimoine

Recommandation n°97

Renforcer la coopération internationale, les échanges des informations, la recherche scientifique pour une meilleure conservation du patrimoine

APPROCHE PARTICIPATIVE ET GOUVERNANCE

Recommandation n°98

Développer des relations de partenariat avec les organisations de la société civile et doter ces organisations des moyens nécessaires pour l'accomplissement de leur mission de protection environnementale

Recommandation n°99

Soutenir les institutions démocratiques et de redevabilité (parlements, conseils élus, tribunaux) dans la résolution des problèmes environnementaux et renforcer leur savoir-faire

Recommandation n°100

Monter des projets de conservation des espèces migratrices en collaboration avec les institutions de recherche, les organisations et les associations

Recommandation n°101

Améliorer l'échange d'informations, la collaboration et la coordination entre les chercheurs qui étudient les espèces migratrices

Recommandation n°102

Actualisation des données et des stratégies politiques dans le cas de variabilité et de changement climatique

Recommandation n°103

Développer des mécanismes de mise en œuvre et d'appui du système de gouvernance environnementale

Recommandation n°104

Promouvoir la gouvernance environnementale locale à travers le renforcement de la décentralisation

Recommandation n°105

Impliquer la communauté locale dans la conservation des espèces migratrices et de leurs aires de répartition à travers la mise en œuvre des systèmes de surveillance communautaire

Recommandation n°106

Faire participer la communauté locale dans les projets environnementaux

Recommandation n°107

Renforcer le rôle des directions régionales de l'environnement

Recommandation n°108

Renforcer le rôle de l'Observatoire Tunisien de l'Environnement et du Développement Durable sur la base d'indicateurs et renseignements environnementaux précis

Recommandation n°109

Exploiter davantage les mécanismes de financement

Recommandation n°110

Encourager les initiatives qui travaillent sur l'économie durable et élaborer une stratégie intégrée pour les secteurs prioritaires

Recommandation n°111

Développer les modes de financement en matière environnementale, promouvoir les ressources financières environnementales et renforcer l'écotaxe (la fiscalité écologique)

MISE EN PLACE DES STRUCTURES GARANTISSANT LES DROITS ENVIRONNEMENTAUX ET DE DÉVELOPPEMENT

Recommandation n°112

Accélérer la mise en place de l'instance de développement durable qui n'a pour le moment pas été instituée

Recommandation n°113

Accélérer la mise en place de l'instance des droits de l'Homme pour qu'elle joue son rôle dans la protection et le respect des droits humains

Recommandation n°114

Accélérer l'organisation d'élections législatives pour que l'Assemblée des représentants du peuple puisse procéder d'urgence à l'élection des membres de la cour constitutionnelle

EARTH'na Coalition

STAKEHOLDERS' REPORT SUBMITTED TO THE 4th CYCLE OF THE UNIVERSAL PERIODIC REVIEW- TUNISIA 2022

Report on Environmental
and Development Rights

Tunis, march 2022

Presentation of the EARTH'na Coalition

The **EARTH'na** Coalition is a group of Tunisian youth supported by a group of environmental and human rights organizations. It strives to conduct awareness, monitoring, and alert campaigns on fundamental issues related to climate change, biodiversity conservation, and any violation of the environment and heritage.

The Coalition is supported by the following associations, organizations, and foundations :

- **Friedrich Ebert Foundation Office in Tunisia (FES Tunisia)**
- **The Ecotourism Environment Association (ETE+) of Nabeul,**
- **The Tunisian Association for the Protection of Nature and Environment of Korba (ATPNE Korba)**
- **The Association for the Protection of Animals (PAT)**
- **The Tunisian Association ADO+**
- **The Tunisian Association for the Defense of Individual Liberties (ADLI)**
- **The Association of Young Engineer**
- **El Space Innovation Hub**



Contacts of the Coalition

E-mail address
generation.av.8@gmail.com

Contact person
Raach Rabeb

E-mail
raach.rabeb@yahoo.fr

Telephone
+216 53 206 880



Introduction

1

The 8th of October 2021 marked a milestone for all actors engaged in the protection of human rights and the environment. Following the adoption of resolution 48/13 at its 48th session, the United Nations Human Rights Council recognized, for the first time, the right to a clean, healthy, and sustainable environment as a fundamental human right for the enjoyment of other rights. This resolution enables people to enjoy a dignified life in an environment of sufficient quality.



Elguesmia,
Bizerte,
November 2021
© Mohamed
Argoubi

1

**Aligning legal texts with the
Constitution and international
conventions**

2

Tunisia made a commitment in 2017 during the Universal Periodic Review to align its legislation with the Constitution, which recognized a range of rights pertaining to the right to the environment¹. These rights encompass the right to the environment (Article 45), sustainable development (Article 12), the right to equality (Article 21), the right to education, including environmental education (Article 39), the right to information and access to information (Article 32), freedom of association (Article 35), the right to participate in decision-making and governance (environmental) (Article 34), the right to health (Article 38), the right to cultural heritage (Article 42), the right to water (Article 44), women's rights (Article 46) and children's rights (Article 47).

1.1 Ratification of international conventions

3

In 2017, Tunisia received the recommendations for the ratification of international conventions that pertain to the issue². Meanwhile, the Tunisian Constitution (Article 20) grants international conventions a supra-legislative value.

Whilst we appreciate the ratification of certain conventions, we denounce the fact that many significant international conventions have not yet been ratified.

4

To this end, we recommend that Tunisia ratify international conventions such as the Protocol on Integrated Coastal Zone Management (ICZM) of 2008, the Aarhus Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-Making and Access to Justice in Environmental Matters of 1998, and the International Labor Organization (ILO) Convention (n° 129) on labor inspection of 1969.

1.2 The right to a healthy and balanced environment

5

The Tunisian Constitution recognizes the right to a healthy and balanced environment (Article 35), however, this right is subject to many infringements and violations. Indeed, Tunisia is considered the 3rd country in Africa in terms of environmental pollution with an estimated pollution rate of 75.12%³. According to the study «Environmental Performance Index», Tunisia ranks 71st⁴, and the figures in relation to biodiversity are alarming.

¹ Recommendation 125.16 (Iraq), 'Continue to align environmental legal frameworks with constitutional texts'; Recommendation 125.23 (Madagascar), 'Continue to bring legislation into conformity with the Constitution and with the international instruments it has ratified'.

² Id.

³ Anadolu Agency, Malek Jomni, Tunisia / An environmental policy with many obstacles, 03-07-2021.

⁴ Environmental Performance, EPI Index 2020 EPI Results. Available at the following link: <https://epi.yale.edu/epi-results/2020/component/epi> (Accessed on March 24, 2022).

6

Tunisia is already suffering and would still suffer the effects of climate change, such as the increase in temperatures, the reduction in precipitation,, the rise in sea level, the danger of coastal erosion (small islands like the Kerkennah archipelago), scarcity of water resources, water salinity, drought, food insecurity (Tunisian cereal production in 2020 is down by a third compared to 2019), extreme climatic phenomena (Nabeul flood in 2018), negative effects on economic activities (the vulnerability of coal fishing in the Kerkennah islands or clam fishing in the south⁵), social activities (37. 000 jobs threatened in the agricultural sector) and public health⁶.

1.3 Equality to a healthy environment for all people

7

The 2014 Constitution establishes the principle of equality before the law between all citizens (Article 21) along with the protection of the historical achievements of Tunisian women and their development (Article 46).

8

Women and men experience environmental issues differently, given their different needs and roles in society. In fact, gendered roles are attributed to women who are perceived as the main users and guardians of biodiversity⁷. Some activities are feminized, such as in agriculture (poultry farming in Tunisia) and water management (collection and use⁸). While women make up 70 percent of the agricultural labor force, they are paid less than men and work more in the informal sector, which hampers their access to social rights, particularly social security coverage⁹.

⁵ Tunisian Forum for Economic and Social Rights, Climate Change in Tunisia, Realities and Adaptation Options for the Public Services Sector, September 2021. Available at the following link: <https://ftdes.net/rapports/changementsclimatiques.fr.pdf> (Accessed on March 24, 2022).

⁶ Anadolu Agency, Wejden Jlassi, Climate change challenges for Tunisia: the need to act upstream, 10-12-2021. Available at the following link: https://www.aa.com.tr/fr/afrique/d%C3%A9fis-du-changement-climatique-pour-la-tunisie-il-urge-d-agir-en-amont/2444182?fbclid=IwAR1Ayl2pf_ucNeZua1sqFOL-5IH0I63KyD9bgKzCu3nBpn_bQ-R4Fp9g4ug (Accessed on March 24, 2022).

⁷ Ministry of Local Affairs and Environment and UNDP, Update of the National Strategy and Action Plan on Biodiversity, p. 9, November 2017. Available at the following link: https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/2019/strategie_et_plan_daction_nationaux_pour_la_biodiversite_2018_2030_0.pdf (Accessed on March 24, 2022).

⁸ Id. p. 8-9.

⁹ World Food Programme (WFP), Draft Country Strategic Plan - Tunisia (2022-2025), p. 5, June 2021. World Food Programme (WFP), Draft Country Strategic Plan - Tunisia (2022-2025), p. 5, June 2021. Available at the following link: https://executiveboard.wfp.org/document_download/WFP-0000129913 (Accessed on March 24, 2022). Women working in the agricultural sector are paid 50% less than men, and only 33% of them are covered by social security. Webmanagercenter, Tunisia : Almost 70% of female agricultural workers have no social security coverage, November 19, 2019. Available on the following link: www.webmanagercenter.com/2019/11/19/441491/tunisiepres-de-70-des-travailleuses-agricoles-nont-pas-de-couverture-sociale/ (Accessed on March 24, 2022). In a press release dated August 2020 on a survey conducted by the Agency for Local Democracy in Kairouan, it was reported that 58% of female agricultural workers are paid between 10 and 15 Tunisian dinars per day and 30% are paid less than 10 dinars per day. Agence Tunis Afrique Presse, 58% of female agricultural workers in Tunisia paid between 10 and 15 dinars per day (survey), 31-08-2020. Available at the following link: www.tap.info.tn/en/Portal-Society/13024256-58-of-female-farm (Accessed on March 24, 2022).



September 2020
© Yassine Gaidi

1.4 The Right of Access to Environmental Information

9

According to Article 32 of the Constitution, «the State guarantees the right to information and the right of access to information», and Article 15 adds that «the public administration, at the service of citizens and the public interest, is organized and operates in accordance with the principles of neutrality, equality and continuity of public services, as well as the rules of transparency and integrity».

10

The Tunisian Forum for Economic and Social Rights, within the framework of the environmental justice project launched in March 2018, endeavored to assess the application of the organic law No. 22 of March 2016 on the right of access to information. It noted that many important legal provisions are not applied in most of the regional administrations of Gafsa and Kairouan. The lack of an officer responsible for access to information results in a lack of access to information in regional administrations where the existence of this law is completely unknown. Similarly, most administrations do not apply Chapter II of Organic Law No. 22 of 2016, which requires them to publicly disseminate their information, particularly information that has been the subject of an access to information request¹⁰.

¹⁰ Tunisian Forum for Economic and Social Rights, Environmental justice, an ongoing struggle, October 2019. Available at the following link: <https://ftdes.net/rappports/justice.envi2019.fr.pdf> (Accessed on March 24, 2022).

1.5 The right to environmental education

11

The Constitution acknowledges the right to education (Article 39), including environmental education.

Tunisia has undertaken to include environmental education in the curriculum of elementary schools, middle schools and high schools¹¹. Nevertheless, several similar actions that were initiated or carried out in elementary schools and pilot awareness campaigns throughout the regions have not had any noticeable follow-up¹².

Furthermore, the development and dissemination of outreach materials targeted at actors and stakeholders, or information aimed at the conservation and sustainable use of biodiversity, remains insignificant¹³.



Environmental education in the forest of Ghardaïa, Beni Khiair, March 2022
© Daoud Dhane

¹¹ Business News, Environmental education becomes part of the school curriculum, 04-08-2021. Available at the following link: <https://www.businessnews.com.tn/L%92%E9ducation+environmental+int%E8gre+the+school+program,544,110896,3> (Accessed March 24, 2022).

¹² La Presse.TN, Kamel Ferchichi, Waste sorting: It starts in our schools, 10-12-2021. Available at the following link: <https://lapresse.tn/117491/tri-des-dechets-ca-commence-dans-nos-ecoles/> (Accessed on March 24, 2022).

¹³ Ministry of Local Affairs and Environment and UNDP, Update of the National Strategy and Action Plan on Biodiversity, p. 22-23, November 2017.

1.6 Working toward climate security

12

Tunisia is committed to «working toward climate security» (Article 45). Yet there has been no legal or institutional implementation of this commitment.



Jendouba,
August 2021
© Yassine Gaidi

1.6.1 Food and agricultural security

13

Tunisia’s food security index is getting better, since the country ranks 55th among 113 countries listed in this index¹⁴. Nevertheless, the Food and Agriculture Organization of the United Nations estimates that the prevalence of severe food insecurity is 9%, which is equivalent to 1 million Tunisians¹⁵.

14

Based on the study of the impact of climate change on food security (2020-2021), the main impacts of climate change include a substantial reduction in the components of water resources that can be mobilized as a result of the reduction in precipitation, the degradation of the productivity of various cropping systems, the reduction in the contribution of agriculture to the country’s food security, and the «de-agricolization» of the rural environment with the subsequent social disruption¹⁶.

¹⁴ Global Food Security Index, Country rankings 2021. Available at the following link: <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index/Index> (Accessed on March 24, 2022).

¹⁵ World Food Programme (WFP), Draft Country Strategic Plan - Tunisia (2022-2025), p. 5, June 29, 2021.

¹⁶ Leaders, Ali Mhiri, Climate change, agriculture, food security and rural development in Tunisia, 02-06-2021. Available at the following link: <https://www.leaders.com.tn/article/31972-les-changements-climatiques-l-agriculture-la-securite-alimentaire-et-le-developpement-rural-en-tunisie> (Accessed on March 24, 2022).

1.6.2 Climate safety and tourism activity

15

Several potential harmful impacts of climate change on the tourism sector in Tunisia could be identified: changes in comfort conditions that impact tourist flows, disruption of coastal tourism as a result of sea-level rise, increased operating costs for hotels, conflicts over the use of natural resources and increased tensions over food supply, decreased biodiversity and degradation of the ecosystems of marine and terrestrial landscapes and the quality of sea water and fresh water (hill lakes and rivers...) and increased health risks and extreme event hazards¹⁷.



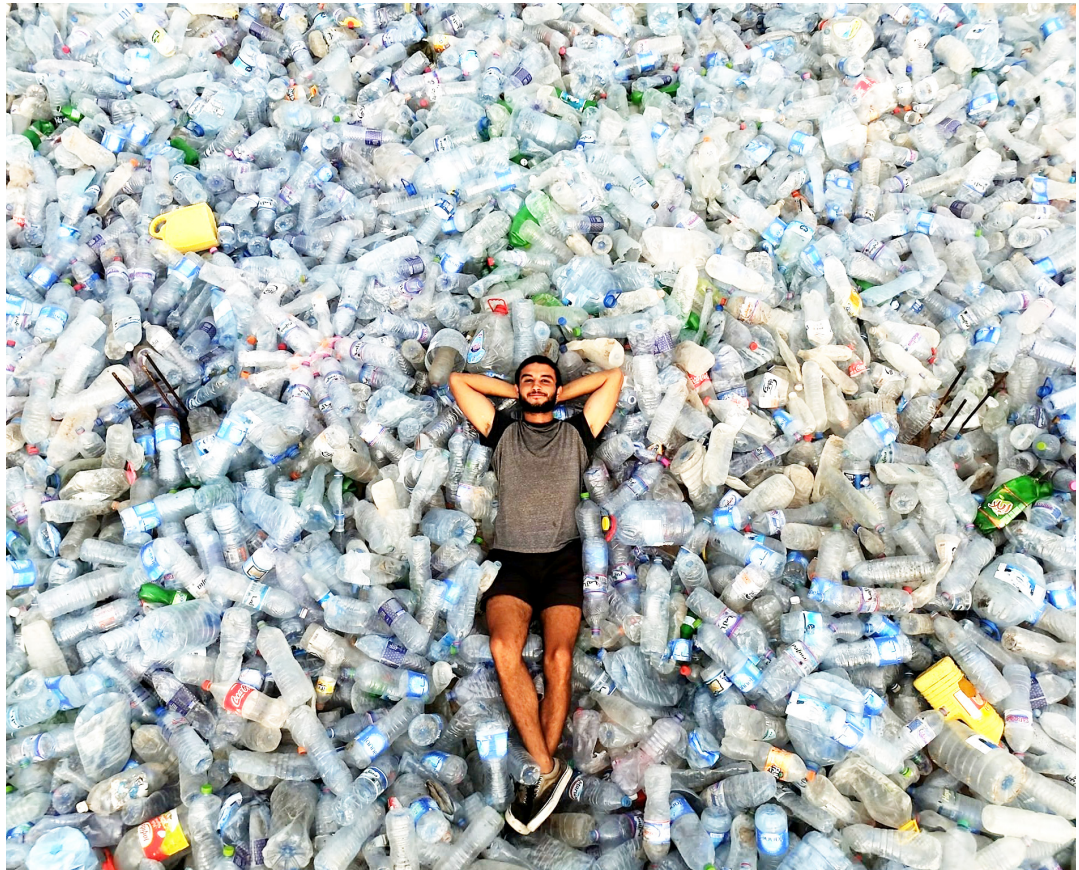
Ouled Yaneg,
fishermen village,
August 2020,
at the first light
of dawn
© Pierre Gassin

¹⁷ Vivi Economics, Economic Impacts of Climate Change in Tunisia: Risks and Opportunities, November 2021. Available at the following link: https://tunisiagogreen.com/wp-content/uploads/2016/12/Impacts_Economiques_Francais.pdf (Accessed on March 24, 2022).

1.7 Fighting environmental pollution

16

Tunisia is committed to fighting against environmental pollution (Article 45 of the Constitution). Yet, environmental damage includes solid, liquid, and gaseous pollution as well as public landfills that threaten the life, health and well-being of citizens.



Gabes - October 2021
© Ahmed Hmida

17

According to the Heinrich-Böll Foundation, Tunisia is the third country in Africa in terms of environmental pollution with an estimated pollution rate of 75.12%. Initiatives have been launched, such as the plan to fight against the use of single-use plastic bags through a definitive ban from 2021 onwards. Yet, no significant and effective change has been observed even after the publication of Decree No. 32 of January 16, 2020, on the types of plastic bags banned from the domestic market. Plastic bags, mostly for single use, are still available in supermarkets, pharmacies and shops, and the parallel market¹⁸.

Moreover, while Tunisia is committed to reducing its carbon dioxide emissions by 45% in 2030 compared to those of 2010 and to increase the share of renewable sources in energy production to 30% for the same period, this goal is far from being achieved¹⁹.

¹⁸ AnadoluAgency, Malek Jomni, Tunisia / An environmental policy with many obstacles, 03-07-2021.

¹⁹ Supra note 5, p.41.

1.8 Guarantee the right to water for all



Kairouan,
March 2022
© Yassine Gaidi

18

Tunisia guarantees the right to water in the Constitution (Article 44) but the Water Code which should normally implement this consecration is still in the drafting stage despite the urgency to adopt it.

19

It is worth noting that water-related problems have increased since 2017. Over exploitation of groundwater caused by excessive water pumping, often exceeding the needs of existing crops, can be highlighted²⁰. Climate forecasts show that the total loss of groundwater resources from these aquifers is estimated to be about 75% of the total coastal water resources by 2050²¹.

²⁰ GnetNews, Tunisia / Water: Experts voice their alarm, rationalization is likely to become inevitable! 22-03-2021. Available at the following link: <https://news.gnet.tn/tunisie-eau-les-experts-s-alarment-le-rationnement-risque-de-devenir-inevitable> (Accessed March 24, 2022).

²¹ The Nationally Determined Contribution (NDC), Ministry in charge of the Environment, Paris Climate Agreement September 2021. Available at the following link: <https://inkyfada.com/wp-content/uploads/2021/11/CDN-Tunisie-Septembre-2021-accord-paris-cop.pdf> (Accessed on March 24, 2022).

20

Water is also subject to pollution and degradation of its quality. The Pasteur Institute's analyses, supported by the Ministry of Health's analyses, reveal an increased bacteriological contamination resulting from wastewater²².

21

In addition, soil salinization due to sea level rise is causing problems for coastal agriculture. Fresh groundwater is plagued by saline pollution. This water can no longer be used for irrigation, as is the case for agricultural land in Cap Bon and the Sahel regions²³. Additionally, there are issues of erosion and siltation of reservoirs with an average siltation rate of 23% of large dams in August 2021²⁴, floods (floods in the Governorate of Nabeul in September 2018), and droughts (5 years of severe drought between 2012 and 2021 and deficits of 59.2% in 2020 and 57.4% in 2021 of the water inflows to the dams²⁵).

22

To overcome the water shortage and to cope with climate change, the Tunisian state has adopted the method of intermittent supply of drinking water which has been prospering for several years. Actually, 1345 water distribution related problems were reported in 2020, compared to 497 in the first quarter of 2021, according to the Tunisian Water Observatory²⁶. This method greatly affects the quality of life, enhances the spread of waterborne diseases, and severely damages economic activities²⁷.

1.9 Preserve and rationalize the use of natural resources

23

The preservation of natural resources is ensured by the 2014 Constitution (Articles 12 and 13). The effects of the deterioration of natural resources by various natural and human factors threaten the right of each citizen to a healthy and stable environment. In arid and semi-arid areas of Tunisia (the case of the Siliana Governorate), the heavy and continuous anthropic pressure has caused the deterioration of the rangelands on very vast geographical areas. In fact, in deteriorated conditions, the annual stocking density and the absence of a rational management process lead to overgrazing, which unquestionably results in the phenomenon of desertification²⁸.

²² Arab Reform Initiative, Southern suburb of Tunis: Putting the problem of marine pollution on the agenda, 20-01-2022.

²³ Anadolu Agency, Wejden Jlassi, Climate change challenges for Tunisia: it is imperative to act beforehand, 22-03-2021. Available at the following link: <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/d%C3%A9fis-du-changement-climatique-pour-la-tunisie-il-urge-d-agir-en-amont/2444182> (Accessed on March 24, 2022).

²⁴ National Observatory of Agriculture (ONAGRI), Development of the silting of dams in Tunisia. Available at the following link: <http://www.onagri.nat.tn/uploads/veille/Note-veille-barrages-VF2.pdf> (Accessed on March 24, 2022).

²⁵ The Press, Raoudha Gafrej, The ultimate threat to the security of Tunisia: the drought that is setting in.

²⁶ Id.

²⁷ Nawaat, Najeh Bouguerra, Intermittent water supply : Shortage of resources or excessive corruption ! 18-08-2021. Available at the following link: <https://lapresse.tn/114983/lunique-menace-pour-la-securite-de-la-tunisie-la-secheresse-qui-sinstalle/> (Accessed on March 24, 2022).

²⁸ Website of the Ministry of Agriculture, Hydraulic Resources and Fisheries, deterioration of resources. Available at the following link: http://www.environnement.gov.tn/GDTS/index.php?option=com_content&view=article&id=112&Itemid=806&lang=fr (Accessed March 24, 2022).

1.10 Ensure the right to cultural and natural heritage

24

The entitlement to heritage is a right ensured by the 2014 Constitution (Article 42). In spite of its protection by the code of the heritage promulgated by the law n° 94-35 of February 24th, 1994, the Tunisian heritage (cultural and natural) is threatened by the propagation of degradation by climatic changes or by acts of vandalism or even looting. Considering the patrimonial treasures of which they abound, museums are stripped of their possessions. Mosaics, numismatic treasures, epigraphs, figurative stelae, jewelry, ceramics, and manuscripts were stolen²⁹. Moreover, although Tunisia has a certain number of sites inscribed on the World Heritage List (the ancient city of Tunis, the archaeological site of Carthage, the Roman amphitheater ...), since 1997, no site has been included on the final list of the world cultural and natural heritage³⁰.

1.11 Participatory approach and governance

25

The participation of citizens without discrimination in enjoying a healthy environment is guaranteed by several legal texts such as the right of citizens to freely elect local representatives through communal elections, the right to assemble and protest, the right to form an association and to carry out associative activities (Article 35 of the Constitution), the right of citizens to access information³¹, the right to attend the vote on the communal budget, decision-making and (environmental) governance (Article 34 of the Constitution). Despite the diversity of legal texts ensuring the participation of all citizens, there is a remarkable absence of young people and women in decision-making (only 18% of the total number of agents in the Ministry of Agriculture, Hydraulic Resources and Fisheries are women³²).

26

At the local level, civil society helps to foster participatory democracy and enhance local governance. It fulfills its function of monitoring and analysis of local realities whilst being attentive to the good health of the city and its inhabitants, to the principles of living together, to the protection of human rights, to social equity, to the respect of the rules of good governance and to the exercise of an active and responsible citizenship³³.

²⁹ La Majalla, Chokri Ben Nessir, Theft of archaeological pieces in Tunisia : A Black Series, April 08th, 2017. Available at the following link: <https://fr.majalla.com/node/49796/vol-des-pi%C3%A8ces-arch%C3%A9ologiques-en-tunisie-une-s%C3%A9rie-noire> (Accessed March 24th, 2022).

³⁰ UNESCO website, World Heritage Convention, States Parties, Tunisia. Available at the following link: <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/tn> (Accessed March 24th, 2022).

³¹ Center of Training and Decentralization Support (CFAD) and the German International Cooperation Agency (GIZ), Local democracy and citizen participation in municipal action, June 2014. Available at the following link: <https://www.giz.de/de/downloads/giz2014-fr-democratie-locale-tunisie-internet.pdf> (Accessed March 24th, 2022).

³² The Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) and The Spanish Agency for International Development Cooperation (AECID), Women's participation in decision-making in public administration in Tunisia, 2018. Available at the following link: <https://www.oecd.org/mena/governance/la-participation-des-femmes-a-la-prise-de-decision-tunisie.pdf> (Accessed March 24th, 2022).

³³ Id.

2

**Setting up structures
to guarantee environmental
and development rights**

27

According to the 2017 recommendations of the Human Rights Council, the Tunisian state has committed to establishing the constitutional court (R No. 125.5³⁴) and constitutional bodies (R No. 125.19³⁵) responsible for guaranteeing the rights and freedoms recognized by the Constitution.

2.1 The Commission for Sustainable Development and the Rights of Future Generations

28

The Commission for Sustainable Development and the Rights of Future Generations is a constitutional body that was established by the 2014 Constitution (Article 125) and has legal personality and administrative and financial independence. Its role has been defined by Article 129 of the same constitution. It is consulted on draft laws relating to economic, social and environmental issues, as well as on development plans.

29

The Assembly of People's Representatives voted in 2019 the organic law n° 2019-60 of July 9, 2019, relating to the Commission for Sustainable Development and the Rights of Future Generations, establishing its mission, prerogatives, composition, representativeness within it, its mode of election and its organization as well as the methods of its questioning. However, this body has not yet been established.

2.2 Human Rights Commission

30

The Human Rights Commission is a constitutional body provided for in the 2014 Constitution (Article 128). The organic law No. 2018-51 of October 29, 2018, relating to its establishment was adopted by the Assembly of People's Representatives while it has not yet come into being.

2.3 The Constitutional Court

31

The 2014 Constitution provided for the establishment of a Constitutional Court and defined its composition and prerogatives (from Article 118 to Article 124). However, despite the entry into force of the constitution, which set a deadline of one year for its establishment (Article 148, paragraph 5), and the adoption of the related organic law No. 2015-50, the Constitutional Court has not yet been created as a result of differences between the political parties.

³⁴ Continue efforts to pursue the legislative initiatives of the National Commission for Sustainable Development for Future Generations (Saudi Arabia).

³⁵ Continue efforts to align national human rights legislation with the Tunisian Constitution and its international human rights obligations (Qatar).

Scimitar-horned oryx (*Oryx dammah*)
at Dghoumes National Park- 2018 © Kilani Faouz



3

Recommendations

RATIFICATION OF INTERNATIONAL CONVENTIONS

Recommendation n°1

Ratify international conventions such as the 2008 Protocol on Integrated Coastal Zone Management (ICZM), the 1998 Aarhus Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-Making and Access to Justice in Environmental Matters, the 1969 ILO Convention (No. 129) on Labour Inspection (Agriculture)

THE RIGHT TO A HEALTHY AND BALANCED ENVIRONMENT

Recommendation n°2

Establish specialized environmental law sections within the courts and improve the system for monitoring violations

Recommendation n°3

Strengthen the legal and institutional framework for the protection of the environment, particularly biodiversity and climate change

Recommendation n°4

Complete and strengthen the regulatory framework

Recommendation n°5

Adopt an environmental code enshrining enhanced protection of all components of the environment for the implementation of the Constitution

Recommendation n°6

Enact the Contaminated Sites Prevention Act

Recommendation n°7

Amend the decree relating to the impact study

Recommendation n°8

Revise upwards the threshold of penalties for environmental crimes, especially for marine pollution

Recommendation n°9

Develop a framework law on biodiversity

Recommendation n°10

Establish air quality preservation plans in the most exposed areas to air pollution

Recommendation n°11

Reactivate the work of the National Commission on Sustainable Development under the aegis of the Government Presidency

Recommendation n°12

Establish a risk and prevention plan to address the increase in respiratory pathologies related to climate change

Recommendation n°13

Establish an epidemiological surveillance network for the main vector-borne diseases, which will be supported at the same time by an entomological surveillance network and a mosquito and sandfly control network

Recommendation n°14

Set the issue of disaster risk reduction as a national, multi-sectoral, and multi-disciplinary priority by integrating all the actors concerned (State, civil society, decentralized actors, technical and financial partners, research and development, private sector, etc.)

EQUALITY TO A HEALTHY ENVIRONMENT FOR ALL PEOPLE

Recommendation n°15

Implement the provisions of Article 21 of the Constitution on equality between citizens in rights and obligations without discrimination

Recommendation n°16

Adopt a gender approach in the various legislations related to the human right to the environment

Recommendation n°17

Incorporate the gender approach in the participation in the conservation of natural resources for the sustainable development of populations through the implementation of projects and activities dealing with the phenomenon of climate change

Recommendation n°18

Engage in a process of transferring skills in natural resource management to local governance (decentralization) through capacity building, risk prevention and management, green and circular economy, and women entrepreneurship

Recommendation n°19

Clarify the inclusive approach in the national biodiversity conservation strategy and action plan 2018-2030

Recommendation n°20

Initiate gender-sensitive climate programs that emphasize the importance of gender equality in addressing the climate issue

THE RIGHT OF ACCESS TO ENVIRONMENTAL INFORMATION

Recommendation n°21

Ratify the 1998 Aarhus Convention on access to information, public participation in decision-making, and access to justice in environmental matters

Recommendation n°22

Provide access to information training within jurisdictions when they are approached with access to information requests

Recommendation n°23

Implement the provisions of Article 32 of the Constitution which guarantees the right to information

Recommendation n°24

Make the right to environmental information widely available to raise citizens' awareness of the fight against environmental degradation and the application of the right to the environment

Recommendation n°25

Strengthen the skills of the agency responsible for preparing the reports of the parties on the implementation of the Bonn Convention on the conservation of migratory species of wild animals, ratified by Tunisia on June 1, 1987, and communicate the results, strategies and projects carried out to conserve migratory species and their areas of distribution

Recommendation n°26

Create a database and ecological inventories of migratory species and their ranges and update the legal status of conservation ecosystems and data

Recommendation n°27

Ensure transparency in the adoption of climate projects, data collection, and information in the field of mitigation, adaptation to climate change and means of support and support under the Paris Agreement ratified by the Tunisian State on October 18, 2016

Recommendation n°28

Empower communities to exercise their right to information and participation

Recommendation n°29

Support the implementation of environmental governance objectives in existing national standards and commitments

Recommendation n°30

Create a space for key stakeholders (including protest movements) to develop, implement and monitor sustainable solutions

Recommendation n°31

Support legal and other support services for citizens, civil society, and journalists to voice their environmental concerns

Recommendation n°32

Protect environmental and democratic advocates

Recommendation n°33

Designate an access to information officer in any agency subject to the provisions of section of Act No. 22 of 2016 and publicly disseminate information that has been subject to an access to information request

THE RIGHT TO ENVIRONMENTAL EDUCATION

Recommendation n°34

Encourage, strengthen and invest in scientific research on the conservation of migratory wildlife species and their ranges

Recommendation n°35

Coordinate, monitor, and evaluate environmental education programs in the school curriculum

Recommendation n°36

Adopt programs to raise awareness and educate judges on environmental issues and more specifically on the importance of conserving migratory wildlife species and their ranges

Recommendation n°37

Implement awareness-raising activities and participatory workshops in educational institutions

Recommendation n°38

Promote environmental education and communication approaches



Environmental education in the Tazarka lagoon, March 2022 © Amna Klay

Recommendation n°39

Organize an effective environmental awareness campaign in the media

Recommendation n°40

Establish and maintain scientific and technical education and training programs to identify and conserve biological diversity and its components, ensure sustainable use, and provide education and training support to meet specific needs

Recommendation n°41

Organize awareness campaigns in schools and among young people to promote environmental citizenship

Recommendation n°42

Cooperate with other States and international organizations to develop education and public awareness programs on the conservation and sustainable use of biological diversity

WORKING FOR CLIMATE SECURITY**Recommendation n°43**

Develop a Climate Law

Recommendation n°44

Integrate the fight against climate change into national legislation

Recommendation n°45

Strengthen the adaptation strategy through the implementation of a National Adaptation Plan by applying to the National Adaptation Plan Global Network

Recommendation n°46

Enhance cooperation with developed countries

Recommendation n°47

Consolidate scientific research and build on successful experiences and practices

Recommendation n°48

Develop a roadmap for the implementation of Tunisia's Nationally Determined Contribution (NDC) by mapping out the needs for addressing the effects of climate change in Tunisia in all sectors

Recommendation n°49

Adapt appropriate technologies to meet the challenges of climate change

FOOD AND AGRICULTURAL SECURITY

Recommendation n°50

Develop a specific action plan on coastal erosion rehabilitation and control, as well as redevelopment

Recommendation n°51

Proceed with the relocation of coastal industrial zones, the rehabilitation, and protection of existing infrastructures against the risks of climatic impacts, and the establishment of aquaculture farms and infrastructures

Recommendation n°52

Adopt sustainable agricultural practices in central regions, and mixed crop-livestock production systems to climate change in vulnerable regions

Recommendation n°53

Update the agricultural map by considering the impacts of climate change

Recommendation n°54

Establish a climate watch and early warning system and an insurance mechanism against climatic hazards

Recommendation n°55

Preserve and enhance the local genetic heritage for crop adaptation to climate change

Recommendation n°56

Develop innovative field crop systems



Zembra - July 2021
© Adel Azouni

CLIMATE SAFETY AND TOURISM ACTIVITY

Recommendation n°57

Define climate-tourism regions and adapt the distribution of ecotourism routes

Recommendation n°58

Adopt sustainable and accessible tourism for all

Recommendation n°59

Develop an alternative and complementary offer to seaside tourism, in particular on the themes of health, culture, sport, and sustainable ecology

Recommendation n°60

Adopt the concept of the Ecological Hotel (Example: The Blue Flag concept)

Recommendation n°61

Develop a water conservation program for the tourism sector

Recommendation n°62

Establish selective sorting at the source and waste recovery

FIGHT AGAINST ENVIRONMENTAL POLLUTION

Recommendation n°63

Introduce awareness campaigns and adopt a coherent national strategy against environmental pollution

Recommendation n°64

Incorporate regulatory, institutional, and technical measures to reduce climate change risks

Recommendation n°65

Update the national strategy for household and similar waste management 2020-2035 and ensure its implementation

Recommendation n°66

Create rigorous waste quantification and characterization systems, both nationally and within municipalities

Recommendation n°67

Develop a mechanism to control the flow of waste into the sea either from the wadis or from the fishermen

Recommendation n°68

Prohibit the discharge of treated and untreated wastewater into the sea

Recommendation n°69

Implement Decree No. 32 of January 16, 2020, on the types of plastic bags banned from the domestic market

Recommendation n°70

Increase the share of renewable energy sources to reduce carbon dioxide emissions



Tunisia
© Ahmed Hmida

GUARANTEE THE RIGHT TO WATER FOR ALL

Recommendation n°71

Expedite the adoption of the new Water Code

Recommendation n°72

Apply measures to adapt water resources, mainly the implementation of projects for the transfer and reuse of treated wastewater, to strengthen and secure the water supply of major urban centers, including Greater Tunis, Cap Bon, Sahel, and Sfax

Recommendation n°73

Improve water management strategies and limit wastage through increased investment in the maintenance of the network of the National Company for the Exploitation and Distribution of Water

PRESERVE AND RATIONALIZE THE USE OF NATURAL RESOURCES

Recommendation n°74

Assess the projects, strategies, and policies implemented following the ratification of the Convention on the Conservation of Migratory Species

Recommendation n°75

Strengthen regional and/or international cooperation with the Range States for the protection of migratory species in Tunisia

Recommendation n°76

Establish a red list of migratory species and their ranges with an update of the list of species already present

Recommendation n°77

Ensure that users of natural resources in protected areas are aware of the importance of good resource management and conservation of migratory species' ranges

Recommendation n°78

Strengthen the skills of protected area management staff

Recommendation n°79

Promote the use of non-conventional water resources and the reuse of treated wastewater while improving its quality through the generalization of tertiary treatment at the level of water treatment plants of the national office of sanitation (ONAS)

Recommendation n°80

Improve and expand sanitation services to cover small towns and rural areas

Recommendation n°81

Adopt new technologies in the field of sanitation, especially energy-saving technologies

Recommendation n°82

Mitigate air pollution from industrial and urban activities and reduce greenhouse gases from the transportation sector

Recommendation n°83

Preserve and protect lands from erosion and pollution by creating a national soil quality monitoring network

Recommendation n°84

Safeguard biodiversity by mitigating the pressures and threats imposed on ecosystems and promote the rational and sustainable use of its products and functions

Recommendation n°85

Enhance ecosystem and resource adaptation to climate change

Recommendation n°86

Preserve the coastline, marine ecosystems, and marine resources

Recommendation n°87

Improve the governance of maritime and coastal areas

Recommendation n°88

Strengthen the creation of green spaces and nature reserves

Recommendation n°89

Reduce the pollution generated by large industrial activities by adopting and implementing environmental requirements and strengthening the CSR (Corporate Social Responsibility) approach within public and private organizations

Recommendation n°90

Promote the governance of industrial hotspots with proven environmental problems, such as the lake of Bizerte, the cities of Sfax, Kasserine, Gabes, and the mining basin of Gafsa

Recommendation n°91

Establish a monitoring mechanism of the environmental situation of the regions most exposed to pollution such as Gabes, Skhira, Sfax and Gafsa, Kasserine, Bizerte, and Ben Arous under the aegis of the Minister of Environment with the participation of the parties concerned at the regional and central level as well as the polluting companies

Recommendation n°92

Prepare national and international reports on natural resources, including reports on sustainable development objectives, Tunisia's Nationally Determined Contribution, global forest resources, the United Nations Framework Convention on Climate Change

Recommendation n°93

Monitor the impact of projects, programs, and structural reforms in the agricultural, forestry, and pastoral sectors

Recommendation n°94

Inform citizens and stakeholders (including forest owners and inhabitants, environmental NGOs, and research organizations) of the characteristics of the natural resource situation



ENSURE THE RIGHT TO CULTURAL AND NATURAL HERITAGE

Recommendation n°95

Review the heritage code by inserting the notion and protection of intangible heritage following the ratification of the 2003 Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage

Recommendation n°96

Address the adverse effects of climate change on heritage

Recommendation n°97

Strengthen international cooperation, exchange of information, and scientific research for better conservation of heritage

PARTICIPATORY APPROACH AND GOVERNANCE

Recommendation n°98

Develop partnership relations with civil society organizations and provide these organizations with the necessary means to accomplish their environmental protection mission

Recommendation n°99

Support democratic and accountability institutions (parliaments, elected councils, courts) in addressing environmental issues and strengthen their expertise

Recommendation n°100

Build conservation projects for migratory species in collaboration with research institutions, organizations, and associations

Recommendation n°101

Improve information exchange, collaboration, and coordination among researchers studying migratory species

Recommendation n°102

Update of data and policy strategies in the case of climate variability and change

Recommendation n°103

Develop mechanisms to implement and support the environmental governance system

Recommendation n°104

Promote local environmental governance through the strengthening of decentralization

Recommendation n°105

Engage the local community in the conservation of migratory species and their ranges through the implementation of community monitoring systems

Recommendation n°106

Involve the local community in environmental projects

Recommendation n°107

Strengthen the role of regional environmental departments

Recommendation n°108

Strengthen the role of the Tunisian Observatory of the Environment and Sustainable Development on the basis of precise environmental indicators and information

Recommendation n°109

Make more use of funding mechanisms

Recommendation n°110

Foster initiatives that work on the sustainable economy and develop an integrated strategy for priority sectors

Recommendation n°111

Expand environmental financing and promote environmental financial resources and strengthen the Eco-tax (ecological taxation)

SETTING UP STRUCTURES TO GUARANTEE ENVIRONMENTAL AND DEVELOPMENT RIGHTS

Recommendation n°112

Speed up the implementation of the sustainable development body, which has not yet been set up

Recommendation n°113

Expedite the establishment of the human rights authority so that it can play its role in the protection and respect of human rights

Recommendation n°114

Accelerate the organization of legislative elections so that the Assembly of People's Representatives can proceed urgently with the election of members of the constitutional court



جندوبة - أغسطس 2021 © Yassine Gaidi

One Earth, One Heritage
أرض واحدة، إرث واحد

التوصية عدد 107

تعزيز دور الإدارات
البيئية الجهوية

التوصية عدد 106

إشراك المجتمع المحل
في المشاريع البيئية

التوصية عدد 109

الاستفادة بشكل أكبر
من آليات التمويل

التوصية عدد 108

تدعيم دور المرصد التونسي للبيئة والتنمية
المستدامة بالاستناد إلى المؤشرات
والمعلومات البيئية الدقيقة

التوصية عدد 111

تطوير أنماط التمويل في المسائل البيئية
وتعزيز الموارد المالية البيئية وتدعيم الضريبة
البيئية (الحماية البيئية)

التوصية عدد 110

تشجيع المبادرات التي تعمل على الاقتصاد
المستدام وإرساء استراتيجية مدمجة للقطاعات
ذات الأولوية

إرساء هياكل تضمن الحقوق البيئية والتنمية

التوصية عدد 113

تسريع إرساء هيئة حقوق الإنسان
حتى تتمكن من الاضطلاع بدورها في حماية
حقوق الإنسان واحترامها

التوصية عدد 112

تسريع إرساء منتدى التنمية المستدامة
الذي لم يتم إنشاؤه بعد

التوصية عدد 114

تسريع تنظيم الانتخابات التشريعية حتى يتمكن مجلس نواب الشعب من المضي على وجه السرعة في
انتخاب أعضاء المحكمة الدستورية

ضمان الحق في التراث الثقافي والطبيعي

التوصية عدد 96

مراعاة الآثار الضارة المترتبة عن تغيير المناخ على التراث

التوصية عدد 95

مراجعة مجلة التراث من خلال إدراج مفهوم حماية التراث غير المادي على ضوء المصادقة على اتفاقية سنة 2003 لحماية التراث الثقافي غير المادي

التوصية عدد 97

تعزيز التعاون الدولي وتبادل المعلومات والبحث العلمي من أجل الحفاظ على التراث بشكل أفضل

المقاربة التشاركية والحوكمة

التوصية عدد 99

دعم المؤسسات الديمقراطية ومؤسسات المساءلة (البرلمانات والمجالس المنتخبة والمحاكم) في حل القضايا البيئية وتعزيز درايتها بشأنها

التوصية عدد 98

تطوير علاقات الشراكة مع منظمات المجتمع المدني وتزويدها بالوسائل اللازمة لتنفيذ مهمتها في حماية البيئة

التوصية عدد 101

تحسين تبادل المعلومات والتعاون والتنسيق بين الباحثين الذين يدرسون الأنواع المهاجرة

التوصية عدد 100

إرساء مشاريع حفظ الأنواع المهاجرة بالتعاون مع المؤسسات البحثية والمنظمات والجمعيات

التوصية عدد 103

وضع آليات لتنفيذ ودعم نظام الحوكمة البيئية

التوصية عدد 102

تحديد البيانات واستراتيجيات السياسات في حالة تقلب المناخ وتغييره

التوصية عدد 105

إشراك المجتمع المحلي في الحفاظ على الأنواع المهاجرة ومناطق توزيعها من خلال تنفيذ أنظمة الرصد المجتمعية

التوصية عدد 104

تحسين الإدارة البيئية المحلية من خلال تعزيز اللامركزية



التوصية عدد 87

تحسين حوكمة الفضاءات
البحرية والساحلية

التوصية عدد 86

الحفاظ على الخط الساحلي والنظم الإيكولوجية
البحرية والموارد البحرية

التوصية عدد 89

الحد من التلوث الناتج عن الأنشطة الصناعية
الرئيسية من خلال تبني وتنفيذ المقتضيات
البيئية وتعزيز مقاربة المسؤولية الاجتماعية
للشركات داخل المؤسسات العمومية والخاصة

التوصية عدد 88

تعزيز خلق المساحات
الخضراء والمحميات الطبيعية

التوصية عدد 91

إرساء آلية لرصد الوضع البيئي في المناطق
الأكثر تعرضاً للتلوث مثل قابس والصخيرة
وصفاقس وقفصة والقصرين وبنزرت وبن
عروس تحت رعاية وزير البيئة بمشاركة أصحاب
المصلحة الجهويين والمركزيين مع إشراك
الشركات الملوثة

التوصية عدد 90

تعزيز حوكمة المناطق الصناعية الساخنة التي
تعاني من المشاكل البيئية المؤكدة، مثل بحيرة
بنزرت ومدينة صفاقس والقصرين وقابس
والحوض المنجمي في قفصة

التوصية عدد 93

رصد أثر المشاريع والبرامج والإصلاحات الهيكلية
التي تستهدف القطاعات الفلاحية
والغابية والرعية

التوصية عدد 92

إعداد تقارير وطنية ودولية حول الموارد الطبيعية،
بما فيها تقارير عن أهداف التنمية المستدامة
ومساهمة تونس المحددة وطنياً والموارد
العالمية للغابات واتفاقية الأمم المتحدة الإطارية
بشأن تغير المناخ

التوصية عدد 94

إبلاغ المواطنين وأصحاب المصلحة (بما فيهم مالكي الغابات والسكان والمنظمات غير الحكومية البيئية
والمنظمات البحثية) بشأن خصائص حالة الموارد الطبيعية

حماية وترشيد استغلال الموارد الطبيعية

التوصية عدد 75

تعزيز التعاون الإقليمي و/أو الدولي مع دول المراعي لحماية الأنواع المهاجرة في تونس

التوصية عدد 74

تقييم المشاريع والاستراتيجيات والسياسات المنفذة بعد المصادقة على اتفاقية حفظ الأنواع المهاجرة

التوصية عدد 77

ضمان تحسيس وتثقيف مستخدمي الموارد الطبيعية في المناطق المحمية بأهمية الإدارة الرشيدة للموارد والحفاظ على مناطق توزيع الأنواع المهاجرة

التوصية عدد 76

الشروع في إنشاء قائمة حمراء للأنواع المهاجرة ومناطق توزيعها مع تحديث قائمة الأنواع الموجودة بالفعل

التوصية عدد 79

تحسين استخدام الموارد المائية غير التقليدية وإعادة استخدام مياه الصرف الصحي المعالجة مع تحسين جودتها من خلال تعميم المعالجة الثالثة في محطات معالجة المياه التابعة للديوان الوطني للتطهير (ONAS)

التوصية عدد 78

تعزيز مهارات موظفي إدارة المناطق المحمية

التوصية عدد 81

اعتماد تقنيات جديدة في مجال الصرف الصحي، ولاسيما التقنيات الموفرة للطاقة

التوصية عدد 80

تحسين وتعميم خدمات الصرف الصحي لتشمل المدن الصغيرة والمناطق الريفية

التوصية عدد 83

الحفاظ على الأرض وحمايتها من التعرية والتلوث من خلال إرساء شبكة وطنية لمراقبة جودة التربة

التوصية عدد 82

التخفيف من تلوث الهواء الناتج عن الأنشطة الصناعية والحضرية وتقليل غازات الدفيئة الناجمة عن قطاع النقل

التوصية عدد 85

تعزيز تكيف النظم الإيكولوجية والموارد مع تغيّر المناخ

التوصية عدد 84

الحفاظ على التنوع البيولوجي عن طريق الحد من الضغوط والتهديدات للنظم الإيكولوجية وتعزيز الاستخدام الرشيد والمستدام لمنتجاتها ووظائفها

التوصية عدد 70

زيادة حصة مصادر الطاقة المتجددة للحد من انبعاثات ثاني أكسيد الكربون

التوصية عدد 69

تطبيق المرسوم عدد 32 المؤرخ في 16 جانفي 2020 المتعلق بأنواع الأكياس البلاستيكية المحظورة في السوق المحلية



تونس
 Ahmed Hmida ©

ضمان الحق في الماء للجميع

التوصية عدد 72

تطبيق تدابير التكيّف مع الموارد المائية، خاصة فيما يتعلق بتنفيذ مشاريع تحويل وإعادة استخدام مياه الصرف الصحي المعالجة، وتعزيز وتأمين إمدادات المياه في المراكز الحضرية الكبرى، ولا سيما تونس الكبرى والوطن القبلي والساحل و صفاقس

التوصية عدد 71

الإسراع في اعتماد مشروع قانون المياه الجديد

التوصية عدد 73

تحسين استراتيجيات إدارة المياه والحد من الهدر من خلال تكثيف الاستثمارات في صيانة شبكة الشركة الوطنية لاستغلال وتوزيع المياه

السلامة المناخية والنشاط السياحي

التوصية عدد 58

اعتماد السياحة المستدامة التي يمكن للجميع النفاذ إليها

التوصية عدد 57

تحديد مناطق السياحة المراعية لتغيّر المناخ وتكييف توزيع دوائر السياحة البيئية

التوصية عدد 60

اعتماد مفهوم الفندق البيئي (على غرار مفهوم الراية الزرقاء)

التوصية عدد 59

تطوير عرض بديل ومكمل للسياحة الساحلية في نفس الوقت، ولا سيما فيما يتعلق بمواضيع الصحة والثقافة والرياضة والبيئة المستدامة

التوصية عدد 62

إرساء الفرز الانتقائي عند المصدر وتثمين النفايات

التوصية عدد 61

تطوير برنامج ترشيد استهلاك المياه في قطاع السياحة

مكافحة التلوث البيئي

التوصية عدد 64

إدماج التدابير التنظيمية والمؤسسية والتقنية للحد من المخاطر المرتبطة بتغيّر المناخ

التوصية عدد 63

تنظيم حملات تحسيسية واعتماد استراتيجية وطنية متماسكة لمكافحة التلوث البيئي

التوصية عدد 66

إحداث أنظمة صارمة لاحتساب وتوصيف النفايات، سواء على الصعيد الوطني أو داخل البلديات

التوصية عدد 65

تحديث الاستراتيجية الوطنية للتصرف المندمج في النفايات المنزلية والمشابهة للفترة 2020-2035 وضمن تنفيذها

التوصية عدد 68

منع تصريف مياه الصرف الصحي المعالجة وغير المعالجة في البحار

التوصية عدد 67

وضع آلية للتحكم في تدفق النفايات الموضوعة في البحر إما من خلال الأودية أو الصيادين

الأمن الغذائي والزراعي

التوصية عدد 51

الانطلاق في نقل المناطق الصناعية الساحلية وإعادة تأهيل وحماية البنية التحتية القائمة ضد مخاطر الآثار المناخية وإنشاء المزارع والبنى التحتية لتربية الأحياء المائية

التوصية عدد 50

إعداد خطة عمل محددة لإعادة التأهيل ومكافحة تآكل السواحل وإعادة الهيكلة

التوصية عدد 52

اعتماد الممارسات الفلاحية المستدامة في مناطق الوسط، بدءًا من نظم إنتاج المحاصيل والثروة الحيوانية المختلطة ووصولًا إلى تغيير المناخ في المناطق المعرضة للخطر

التوصية عدد 53

تحسين الخريطة الزراعية مع أخذ آثار تغيير المناخ بعين الاعتبار

التوصية عدد 54

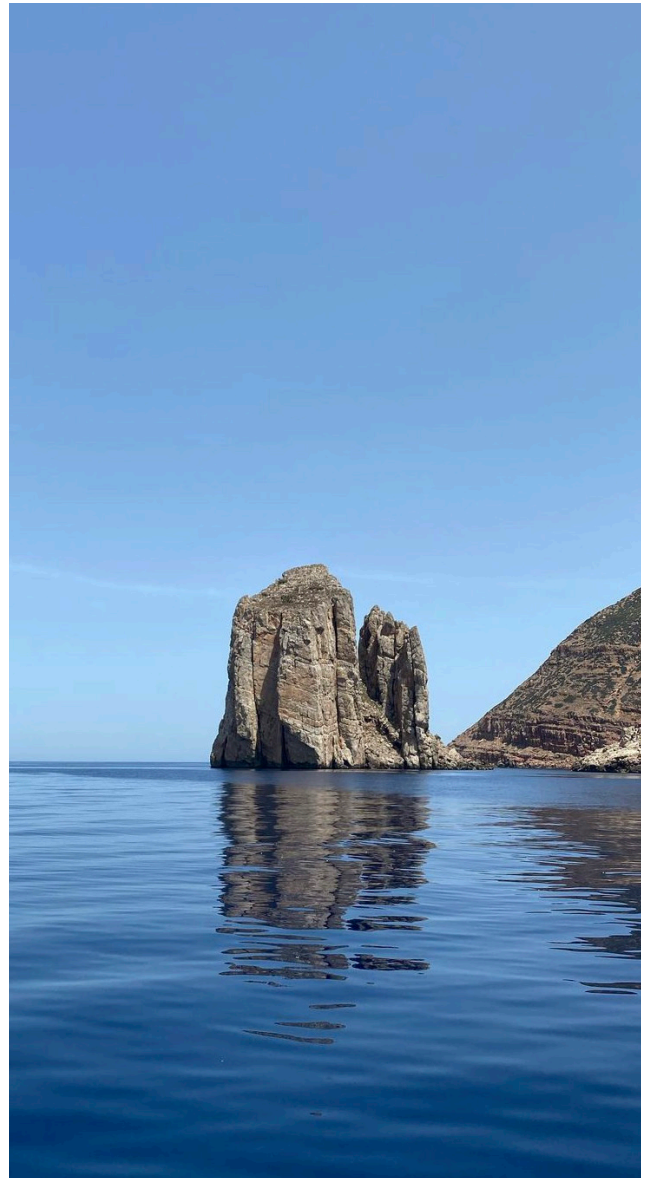
استحداث نظام لمراقبة المناخ والإنذار المبكر وآلية التأمين ضد الأخطار المناخية

التوصية عدد 55

الحفاظ على التراث الجيني المحلي واثمينه من أجل تكييف المحاصيل مع تغيير المناخ

التوصية عدد 56

تطوير أنظمة المحاصيل الحقلية المبتكرة



التوصية عدد 40

إعداد ومتابعة برامج التعليم والتكوين العلمي والتقني لتحديد وصون التنوع البيولوجي ومكوناته وضمان الاستخدام المستدام وتقديم الدعم للتعليم والتكوين بغرض الاستجابة إلى الاحتياجات الخاصة

التوصية عدد 39

تنظيم حملة تحسيسية بيئية ناجعة على وسائل الإعلام

التوصية عدد 42

التعاون مع الدول والمنظمات الدولية الأخرى لاستحداث برامج تعليمية وتحسيسية عامة بشأن الحفاظ على التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام

التوصية عدد 41

تنظيم حملات تهيئة في المدارس وبين الشباب من أجل إرساء مبدأ المواطنة البيئية

العمل من أجل سلامة المناخ

التوصية عدد 44

إدماج مكافحة تغيّر المناخ في التشريعات الوطنية

التوصية عدد 43

صياغة قانون المناخ

التوصية عدد 46

تعزيز التعاون مع البلدان المتقدمة

التوصية عدد 45

تعزيز استراتيجية التكيف من خلال تنفيذ خطة التكيف الوطنية من خلال التواصل مع «الشبكة العالمية لخطط التكيف الوطنية»

التوصية عدد 48

إعداد خارطة طريق لتنفيذ المساهمة المحددة وطنياً لتونس (NDC) وتحديد الاحتياجات المتعلقة بمكافحة آثار تغيّر المناخ في تونس في جميع القطاعات

التوصية عدد 47

تدعيم البحث العلمي والاستفادة من التجارب والممارسات الناجحة

التوصية عدد 49

موائمة التقنيات المناسبة لمواجهة تحديات تغيّر المناخ

التوصية عدد 32

حماية المدافعين والمدافعات
عن البيئة والديمقراطية

التوصية عدد 31

دعم خدمات المساعدة القانونية وغيرها من
أشكال الدعم لصالح المواطنين والمجتمع
المدني والصحفيين لتمكينهم من أجل التعريف
بمطالبهم بشأن البيئة

التوصية عدد 33

تعيين مسؤول عن النفاذ إلى المعلومة في جميع الهيئات التي تخضع لأحكام القانون عدد 22 لسنة
2016 ونشر المعلومات التي كانت موضوع طلب للنفاذ إلى المعلومات بشكل علني

الحق في التربية البيئية

التوصية عدد 35

ضمان تنسيق ورصد وتقييم برامج التربية البيئي
في المناهج الدراسية للمدارس الابتدائية
والإعدادية والثانوية

التوصية عدد 34

تشجيع وتعزيز والاستثمار في البحث العلمي
حول الحفاظ على أنواع الحياة البرية المهاجرة
ومناطق توزيعها

التوصية عدد 36

اعتماد برامج تحسيسية وتكوينية للقضاة حول
القضية البيئية وبشكل أكثر تحديدًا حول أهمية
صون الأنواع المهاجرة التي تنتمي إلى الحياة
البرية ومناطق توزيعها

التوصية عدد 37

إعداد أنشطة تحسيسية وورش عمل تشاركية
في المؤسسات التعليمية

التوصية عدد 38

تحسين مناهج التواصل
والتعليم البيئي



التثقيف البيئي في بحيرة تزاركا، مارس 2022
Amna Klay ©

الحق في النفاذ إلى المعلومة البيئية

التوصية عدد 22

تنظيم دورات تكوينية حول الحق في النفاذ إلى المعلومة داخل الإدارات عندما تتلقى طلبات بالنفاذ إلى المعلومة

التوصية عدد 21

المصادقة على اتفاقية آرهوس لسنة 1998 بشأن الوصول إلى المعلومات والمشاركة العامة في صنع القرار والوصول إلى العدالة في المسائل البيئية

التوصية عدد 24

تعميم التمتع بالحق في النفاذ إلى المعلومة البيئية من أجل تحسيس المواطنين بمكافحة التدهور البيئي وتطبيق الحق في البيئة

التوصية عدد 23

تنفيذ أحكام الفصل 32 من الدستور التي تضمن الحق في النفاذ إلى المعلومة

التوصية عدد 26

إنشاء قاعدة بيانات وقوائم جرد بيئية حول الأنواع المهاجرة ومناطق توزيعها وتعيين الوضع القانوني للنظم الإيكولوجية والبيانات ذات الصلة

التوصية عدد 25

تعزيز كفاءة الوكالة المسؤولة عن إعداد تقارير الأطراف فيما يتعلق بتنفيذ اتفاقية بون لحفظ أنواع الحيوانات البرية المهاجرة، التي صادقت عليها تونس في 1 جوان 1987، والإبلاغ عن النتائج والاستراتيجيات والمشاريع المنفذة بغرض حفظ الأنواع المهاجرة ومناطق توزيعها

التوصية عدد 28

تمكين المجتمعات المحلية من ممارسة حقها في الإعلام والمشاركة

التوصية عدد 27

ضمان الشفافية فيما يتعلق باعتماد المشاريع المناخية وجمع البيانات والمعلومات في مجال التخفيف من الانبعاثات والتكيف مع تغيير المناخ ووسائل الدعم والمساعدة في إطار اتفاقية باريس التي صادقت عليها الدولة التونسية في 18 أكتوبر 2016

التوصية عدد 30

خلق فضاء للتبادل لفائدة أصحاب المصلحة الرئيسيين (بما في ذلك حركات الاحتجاج) من أجل تطوير الحلول المستدامة وتنفيذه ومتابعتها

التوصية عدد 29

دعم تنفيذ أهداف الإدارة البيئية في المعايير والالتزامات الوطنية القائمة

التوصية عدد 13

إنشاء شبكة لمراقبة الأوبئة تعنى بالأمراض الرئيسية المنقولة بالنواقل، وتكون مدعومة في نفس الوقت بشبكة لمراقبة الحشرات ومكافحة البعوض وذباب الرمل

التوصية عدد 12

إعداد خطة بشأن المخاطر والوقاية من زيادة أمراض الجهاز التنفسي المرتبطة بتغير المناخ

التوصية عدد 14

تسليط الضوء على هذه المشكلة مع التركيز على الحد من مخاطر الكوارث كأولوية وطنية متعددة القطاعات والتخصصات من خلال إدماج جميع الجهات الفاعلة المعنية (الحكومة والمجتمع المدني والجهات الفاعلة اللامركزية، والشركاء الفنيين والماليين، والبحث والتطوير، والقطاع الخاص، وغيرها من الجهات الفاعلة الأخرى)

المساواة بين الجميع في بيئة سليمة

التوصية عدد 16

اعتماد مقارنة قائمة على النوع الاجتماعي في مختلف التشريعات المتعلقة بحقوق الإنسان في البيئة

التوصية عدد 15

تنفيذ أحكام الفصل 21 من الدستور المتعلق بالمساواة بين المواطنين والمواطنات في الحقوق والواجبات من غير تمييز

التوصية عدد 18

إطلاق مسار لنقل المهارات فيما يتعلق بإدارة الموارد الطبيعية إلى الحكم المحلي (اللامركزية) من خلال بناء القدرات، والوقاية من المخاطر وإدارتها، والاقتصاد الأخضر والدائري، وزيادة الأعمال النسائية

التوصية عدد 17

إدماج المقارنة القائمة على النوع الاجتماعي في المشاركة في صون الموارد الطبيعية من أجل التنمية المستدامة للسكان من خلال تنفيذ المشاريع والأنشطة التي تعالج ظاهرة تغير المناخ

التوصية عدد 20

إطلاق برامج مناخية تراعي العامل الجندي وتركز على أهمية المساواة بين الجنسين في معالجة قضايا المناخ

التوصية عدد 19

توضيح المقارنة الإدماجية في الاستراتيجية وخطة العمل الوطنية للحفاظ على التنوع البيولوجي للسنوات 2018-2030

المصادقة على الاتفاقيات الدولية

التوصية عدد 01

المصادقة على الاتفاقيات الدولية مثل بروتوكول الإدارة المتكاملة للمناطق الساحلية لسنة 2008 واتفاقية آرهوس بشأن الوصول إلى المعلومات والمشاركة العامة في صنع القرار والوصول إلى العدالة في المسائل البيئية لسنة 1998 واتفاقية منظمة العمل الدولية لتفتيش العمل (الزراعة)، 1969 (رقم 129)

الحق في بيئة سليمة ومتوازنة

التوصية عدد 03

تعزيز الإطار القانوني والمؤسسي لحماية البيئة، خاصة فيما يتعلق بالتنوع البيولوجي وتغير المناخ

التوصية عدد 02

إنشاء دوائر متخصصة في القانون البيئي داخل المحاكم وتحسين نظام رصد الانتهاكات

التوصية عدد 05

اعتماد قانون بيئي يُكرس الحماية المعززة لجميع مكونات البيئة بهدف تنفيذ أحكام الدستور

التوصية عدد 04

استكمال الإطار التنظيمي وتعزيزه

التوصية عدد 07

تعديل المرسوم المتعلق بتقييم الآثار

التوصية عدد 06

سن قانون بشأن الوقاية من المواقع الملوثة

التوصية عدد 09

صياغة قانون إداري بشأن التنوع البيولوجي

التوصية عدد 08

تنقيح عتبة العقوبات المتعلقة بالجرائم البيئية، لا سيما فيما يتعلق بالتلوث البحري

التوصية عدد 11

إعادة تفعيل عمل اللجنة الوطنية للتنمية المستدامة تحت رعاية رئاسة الحكومة

التوصية عدد 10

إعداد خطط للحفاظ على جودة الهواء في المناطق الأكثر تعرضًا لتلوث الهواء

المها ذو القرون السيف (أوريكس دمة) في منتزه
دغومس الوطني © 2018 Kilani Faouz



3

التوصيات

تعهدت الدولة التونسية وفقاً لتوصيات مجلس حقوق الإنسان لسنة 2017 بإنشاء المحكمة الدستورية (القرار رقم 50.125/28) والهيئات الدستورية (القرار رقم 19.125/29) المسؤولة عن ضمان الحقوق والحريات التي يقر بها قبل الدستور.

27

1.2 هيئة التنمية المستدامة وحماية حقوق الأجيال القادمة

تعتبر هيئة التنمية المستدامة وحماية حقوق الأجيال القادمة هيئة دستورية تم استحداثها بموجب دستور سنة 2014 (الفصل 125) وتتمتع بشخصية اعتبارية واستقلالية إدارية ومالية. ولقد تم تحديد دورها بموجب الفصل 129 من نفس الدستور. وتتم استشارتها بشأن مشاريع القوانين المتعلقة بالقضايا الاقتصادية والاجتماعية والبيئية، وكذلك بشأن خطط التنمية.

28

صوّت مجلس نواب الشعب في سنة 2019 على القانون الأساسي رقم 60-2019 المؤرخ 9 جويلية 2019 المتعلق بهيئة التنمية المستدامة وحماية حقوق الأجيال القادمة وتحديد مهمتها وصلاحياتها وتركيبها وتمثيلها الداخلي وطريقة الانتخاب والتنظيم وكذلك أساليب مسائلتها. غير أن هذه الهيئة لم ترى النور بعد.

29

2.2 هيئة حقوق الإنسان

تعتبر هيئة حقوق الإنسان هيئة دستورية منصوص عليها في دستور سنة 2014 (الفصل 128). ولقد تم اعتماد القانون الأساسي عدد 51-2018 المؤرخ في 29 أكتوبر 2018 المتعلق بإنشاء هذه الهيئة من قبل مجلس نواب الشعب، إلا أنها لم ترى النور بعد.

30

3.2 المحكمة الدستورية

نص دستور سنة 2014 على إنشاء محكمة دستورية وحدد تركيبها وصلاحياتها (من الفصل 118 إلى الفصل 124). ومع ذلك وعلى الرغم من بدء نفاذ هذا الدستور الذي حدد مهلة سنة واحدة (الفقرة 5 من الفصل 148) لإحداث المحكمة الدستورية واعتماد القانون الأساسي عدد 50-2015 المتعلق بها، إلا أنه لم يتم إنشاء هذه الأخيرة بعد بسبب الاختلافات بين مختلف الأحزاب السياسية.

31

28 مواصلة الجهود الرامية لاستكمال المبادرات التشريعية للجنة الوطنية للتنمية المستدامة لأجيال المستقبل (المملكة العربية السعودية).

29 مواصلة الجهود الرامية إلى مواءمة التشريعات الوطنية لحقوق الإنسان مع الدستور التونسي والتزاماته الدولية في مجال حقوق الإنسان (قطر).

2

إرساء هياكل تضمن الحقوق البيئية والتنمية

10.1 ضمان الحق في التراث الثقافي والطبيعي

يضمن دستور تونس لسنة 2014 الحق في الموروث الثقافي (الفصل 42). فعلى الرغم من حماية الموروث التونسي بموجب مجلة التراث الصادرة بموجب القانون عدد 94-35 المؤرخ في 24 فيفري 1994، إلا أن التراث التونسي (الثقافي والطبيعي) مهدد بسبب انتشار التدهور الناجم عن تغيّر المناخ أو أعمال التخريب أو حتى النهب. بالنظر إلى الكنوز التراثية التي تزرخ بها المتاحف، فإنه يتم تجريفها من ممتلكاتها. ولقد تعرضت الفسيفساء والكنوز النقدية والنقائش والسلالم المجسمة والمجوهرات والخزفيات والمخطوطات للسرقة²³. وعلى الرغم من أن لدى تونس عدد من المواقع المدرجة في قائمة التراث العالمي (مدينة تونس العتيقة وموقع قرطاج الأثري والمدرج الروماني...)، إلا أنه لم يتم إدراج أي موقع على القائمة النهائية للتراث الثقافي والطبيعي العالمي منذ سنة 1997²⁴.

24

11.1 المقاربة التشاركية والحوكمة

تعتبر مشاركة المواطنين والمواطنات دون تمييز من أجل التمتع ببيئة سليمة مضمونة بعدة نصوص قانونية مثل حق المواطنين في انتخاب ممثلين محليين بحرية من خلال الانتخابات المحلية، والحق في التجمع والتظاهر، والحق في تأسيس الجمعيات والقيام بالأنشطة النقابية (الفصل 35 من الدستور)، والحق في النفاذ إلى المعلومة²⁵، والحق في حضور التصويت على ميزانية البلدية، وصنع القرار والحوكمة (البيئية) (الفصل 34 من الدستور). وعلى الرغم من تنوع النصوص القانونية التي تضمن مشاركة المواطنين والمواطنات، إلا أن هناك غياباً ملحوظاً للشباب والنساء في صنع القرار (تمثل نسبة النساء 18% فقط من مجموع عدد موظفي وزارة الفلاحة والموارد المائية والصيد البحري²⁶).

25

يساهم المجتمع المدني على الصعيد المحلي في تعزيز الديمقراطية التشاركية وتحسين الحكم المحلي. كما يضطلع المجتمع المدني بوظيفة رصد وتحليل الحقائق المحلية مع إيلاء الاهتمام لتوفير خدمات الرعاية الصحية الجيدة للمدينة وسكانها ومبادئ العيش المشترك وحماية حقوق الإنسان والعدالة الاجتماعية واحترام قواعد الحوكمة الرشيدة وممارسة المواطنة النشطة والمسؤولة²⁷.

26

23 La Majalla، شكري بن نصير، سرقة القطع الأثرية في تونس: سلسلة سوداء، 08 أبريل 2017. متوفر على الرابط التالي:

<https://fr.majalla.com/node/49796/vol-des-pi%C3%A8ces-arch%C3%A9ologiques-en-tunisie-une-s%C3%A9rie-noire> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

24 موقع اليونسكو، اتفاقية التراث العالمي، الدول الأطراف، تونس. متوفر على الرابط التالي: <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/tn> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

25 مركز التكوين ودعم اللامركزية (CFAD) والوكالة الألمانية للتعاون الدولي (GIZ)، الديمقراطية المحلية ومشاركة المواطنين في العمل البلدي، جوان 2014. متوفر على الرابط التالي:

<https://www.giz.de/de/downloads/giz2014-fr-democratie-locale-tunisie-internet.pdf> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

26 منظمة التعاون الاقتصادي والتنمية (OECD) والوكالة الإسبانية للتعاون الإنمائي الدولي (AECID)، مشاركة المرأة في صنع القرار في الإدارة العمومية في تونس، 2018. متوفر على الرابط التالي:

<https://www.oecd.org/mena/governance/la-participation-des-femmes-a-la-prise-de-decision-tunisie.pdf> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

27 نفس المرجع.

علاوة على ذلك، تتعرض المياه إلى التلوث وإلى تدهور جودتها. وتكشف التحليلات التي أجريت في معهد باستور والمدعومة بتحليلات وزارة الصحة عن زيادة التلوث البكتريولوجي الذي يأتي مصدره من مياه الصرف الصحي¹⁸.

20

بالإضافة إلى ذلك، يسبب تمُّلح التربة الناجم عن ارتفاع مستوى سطح البحر مشاكل في الزراعة الساحلية. وتواجه المياه العذبة في المياه الجوفية خطر التلوث الملحي. حيث لم يعد من الممكن استخدام هذه المياه للري مثلما هو الحال في الأراضي الفلاحية في الوطن القبلي والساحل¹⁹. بالإضافة إلى ذلك، فإننا نلاحظ مشاكل التعرية والطمى في الخزانات بمعدل طمي يصل إلى 23% من السدود الكبيرة في أوت 2021، والفيضانات (الفيضانات في ولاية نابل في سبتمبر 2018)، والجفاف (5 سنوات من الجفاف الشديد بين 2012 و2021 وعجز بقيمة 59.2% في سنة 2020 و57.4% في سنة 2021 من حيث إمدادات المياه في السدود²⁰).

21

وبغرض معالجة ندرة المياه والتكيف مع تغيّر المناخ، فقد اعتمدت الدولة التونسية الإمداد المتقطع لمياه الشرب الذي تواصل منذ عدة سنوات. ولقد تم الإبلاغ عن 1345 مشكلة في توزيع المياه في سنة 2020 مقارنة بـ 497 مشكلة في الثلاثي الأول من سنة 2021 وفقاً للمرصد التونسي للمياه²¹. وتؤثر هذه المقاربة بشكل كبير على جودة الحياة وتزيد من انتشار الأمراض المنقولة بالماء وتنتسب في التدهور الشديد للأنشطة الاقتصادية²².

22

9.1 حماية وترشيد استغلال الموارد الطبيعية

يضمن دستور سنة 2014 حماية الموارد الطبيعية (الفصلين 12 و13). وتهدد عواقب تدهور الموارد الطبيعية بسبب عدة عوامل طبيعية وبشرية حق كل مواطن ومواطنة في بيئة سليمة ومتوازنة. وأدى الضغط البشري المكثف والمستمر في المناطق القاحلة وشبه القاحلة في تونس (حالة ولاية سليانة) إلى تدهور المراعي على مناطق جغرافية شاسعة، وفي الواقع وفي ظل الظروف المتدهورة، يؤدي العبء السنوي للحيوانات وعدم وجود مسار للإدارة الرشيدة إلى الإفراط في الرعي الذي يؤدي بدوره بلا شك إلى ظاهرة التصحر.

23

¹⁸ مبادرة الإصلاح العربي، الضاحية الجنوبية لتونس: جدول الأعمال المتعلق بمشكلة التلوث البحري، 2022-01-20.

¹⁹ وكالة الأناضول، وجدان جلاسي، تحديات تغيّر المناخ في تونس: ضرورة العمل بشكل استباقي، 2021-03-22. متوفر على الرابط التالي:

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/d%C3%A9fis-du-changement-climatique-pour-la-tunisie-il-urge-d-agir-en-amont/2444182> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

²⁰ La Presse، روضة غفراج، التهديد الوحيد لأمن تونس: بداية الجفاف.

²¹ نفس المرجع

²² نواة، نجاح بوقرة، إمداد المياه المتقطع: نقص الموارد أو الفساد المفرط! 2021-08-18. متوفر على الرابط التالي: <https://lapresse.tn/114983/unique-menace-pour-la-securite-de-la-tunisie-la-secheresse-qui-sinstalle/> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

8.1 ضمان الحق في الماء للجميع



القيروان
مارس 2022
© Yassine Gaidi

تضمن الدولة التونسية الحق في الماء في الدستور (الفصل 44)، بيد أن قانون المياه الذي من المفترض أن ينفذ هذا التنصيص لا يزال في شكل مسودة على الرغم من الضرورة الملحة التي تستوجب اعتمادها.

18

تجدر الإشارة إلى أن المشاكل المتعلقة بالمياه منذ سنة 2017 قد شهدت تضخمًا ملحوظًا. ويمكن في هذا الصدد تسليط الضوء على استنزاف المياه الجوفية بسبب الضخ المفرط للمياه الذي غالبًا ما يتجاوز احتياجات المحاصيل الموجودة. وتشير التوقعات المناخية إلى أنه قد تم تقدير الخسارة الكلية للموارد المائية في طبقات المياه الجوفية هذه بحلول سنة 2050 بحوالي 75% من جميع موارد المياه الجوفية الساحلية¹⁷.

19

¹⁷ المساهمة المحددة وطنيا (CDN)، الوزارة المسؤولة عن البيئة، اتفاقية باريس للمناخ، سبتمبر 2021. متوفر على الرابط التالي: <https://inkyfada.com/wp-content/uploads/2021/11/CDN-Tunisie-Septembre-2021-accord-paris-cop.pdf> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

7.1 مكافحة التلوث البيئي

16

تلتزم الدولة التونسية بمكافحة التلوث البيئي (الفصل 45 من الدستور). غير أن الأضرار التي تلحق بالبيئة تشمل التلوث ذو المصادر الصلبة والسائلة والغازية، بالإضافة إلى تبعات الطريقة المتبعة حالياً في التصرف في النفايات والمتمثلة في طمرها التي تهدد حياة المواطنين والمواطنات وصحتهم. هن ورفاههم. هن.



قابس
أكتوبر 2021
Ahmed Hmida ©

17

تتواجد تونس في المرتبة الثالثة في أفريقيا من حيث التلوث البيئي بمعدل تلوث يقدر بـ 75.12% وفقاً لمؤسسة هاينريش بول. ولقد تم إطلاق مبادرات عديدة، على غرار خطة مكافحة استخدام الأكياس البلاستيكية ذات الاستخدام الواحد من خلال حظرها نهائياً اعتباراً من سنة 2021. إلا أنه لم تتم ملاحظة أي تطور ملموس وهام حتى بعد نشر المرسوم عدد 32 المؤرخ في 16 جانفي 2020 المتعلق بأنواع الأكياس البلاستيكية المحظورة في السوق المحلية. وتظل الأكياس البلاستيكية، المخصصة غالباً للاستخدام الفردي، متوفرة في المتاجر الكبرى والصيدليات والمحلات التجارية، ناهيك عن السوق الموازية¹⁵. بالإضافة إلى ذلك وعلى الرغم من التزام الدولة التونسية بخفض انبعاثاتها من ثاني أكسيد الكربون بنسبة 45% بحلول سنة 2030 مقارنة بسنة 2010 وزيادة حصة المصادر المتجددة في إنتاج الطاقة إلى 30% لنفس الفترة، فإن هذا الهدف يظل بعيد المنال¹⁶.

¹⁵ وكالة الأناضول، مالك جمني، تونس/سياسة بيئية متذبذبة، 03-07-2021.
¹⁶ المرجع الوارد في الحاشية 5، ص 41.

2.6.1 السلامة المناخية والنشاط السياحي

15

يمكن تحديد العديد من الآثار المحتملة لتغيّر المناخ على قطاع السياحة في تونس، والتي تشمل تطور ظروف الراحة وآثارها على التدفقات السياحية، وتعطيل السياحة الساحلية على ضوء ارتفاع مستوى سطح البحر، وزيادة تكلفة تشغيل الفنادق، والنزاعات حول استخدام الموارد الطبيعية وزيادة التوترات بشأن الإمدادات الغذائية، وانخفاض التنوع البيولوجي، وتدهور النظم الإيكولوجية البحرية والبرية وجودة المياه البحرية والمياه العذبة (البحيرات والأنهار الجبلية، وما إلى ذلك)، وزيادة المخاطر الصحية والمخاطر المتصلة بالظواهر الشديدة¹⁴.



أولاد يانق
قرية الصيادين
26 أغسطس
2020
عند بزوغ الفجر
© Pierre Gassin

14 VivEconomics، الآثار الاقتصادية لتغيّر المناخ في تونس: المخاطر والفرص، نوفمبر 2021. متوفر على الرابط التالي:
https://tunisiagogreen.com/wp-content/uploads/2016/12/Impacts_Economiques_Francais.pdf
(تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

6.1 العمل من أجل سلامة المناخ

تلتزم الدولة التونسية بـ «العمل من أجل سلامة المناخ» (الفصل 45 من الدستور). بيد أنه لم يكن هناك تنفيذ قانوني ومؤسسي لهذا الالتزام.

12



جندوبة
أغسطس 2022
© Yassine Gaidi

1.6.1 الأمن الغذائي والزراعي

يعتبر مؤشر الأمن الغذائي في تونس آخذًا في التحسن، حيث تحتل تونس المرتبة 55 من بين 113 دولة مرتبة في هذا المؤشر¹². ومع ذلك، فإن انتشار انعدام الأمن الغذائي الحاد يصل إلى 9% أي ما يعادل 1 مليون تونسي وفقًا لمنظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة.

13

تشير الدراسة حول تأثير تغيّر المناخ على الأمن الغذائي (2020-2021) إلى أن الآثار الرئيسية لاختلال المناخ تتمثل في الانخفاض الكبير في مكونات الموارد المائية التي يمكن تعبئتها بسبب انخفاض هطول الأمطار، فضلًا عن تدهور إنتاجية أنظمة المحاصيل المختلفة، ونقص مساهمة قطاع الفلاحة في الأمن الغذائي للبلاد، و «إزالة الطابع الزراعي» عن البيئة الريفية مع الاضطرابات الاجتماعية المترتبة عن ذلك¹³.

14

¹² مؤشر الأمن الغذائي العالمي، تصنيفات الدول 2021. متوفر على الرابط التالي: <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index/Index> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

¹³ Leaders، علي مهيري، تغيّر المناخ والفلاحة والأمن الغذائي والتنمية الريفية في تونس، 02-06-2021. متوفر على الرابط التالي: <https://www.leaders.com.tn/article/31972-les-changements-climatiques-l-agriculture-la-securite-alimentaire-et-le-developpement-rural-en-tunisie> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

5.1 الحق في التربية البيئية

11

يقرّ الدستور بالحق في التعليم (الفصل 39) الذي تعد التربية البيئية جزءًا منه.

بدأت تونس في دمج التربية البيئية في المناهج الدراسية للمدارس الابتدائية والإعدادية والثانوية¹⁰. إلا أنه تجدر الإشارة بأنه لم تتم متابعة العديد من الإجراءات المماثلة التي تم إطلاقها أو تنفيذها في المدارس الابتدائية جنبًا إلى جنب مع حملات التوعية الرائدة في جميع أنحاء المناطق بشكل ملحوظ.

وبالمثل، فلا يزال هناك ضعف في إنتاج ونشر وثائق التوعية الموجهة إلى الجهات الفاعلة وأصحاب المصلحة أو المعلومات المخصصة لصون التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام¹¹.



التربية البيئية
في غابة غرداية
بني خيار،
أذار 2022

© Daoud Dhane

¹⁰ Business News, التعليم البيئي يدمج المناهج الدراسية، 2021-08-04. متوفر على الرابط التالي: <https://www.businessnews.com.tn/L%92%E9ducation+environnementale+int%E8gre+le+programme+scolaire,544,110896,3> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

¹¹ وزارة الشؤون المحلية والبيئة وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي، تحديث الاستراتيجية الوطنية للتنوع البيولوجي وخطة العمل، ص. 22-23 نوفمبر 2017.



سبتمبر 2020
 © Yassine Gaidi

4.1 الحق في النفاذ إلى المعلومة البيئية

ينصّ الفصل 32 من الدستور على ما يلي: «تضمن الدولة الحق في الإعلام والحق في النفاذ إلى المعلومة» ويضيف الفصل 15 أن «الإدارة العمومية في خدمة المواطن والصالح العام. تُنظّم وتعمل وفق مبادئ الحياد والمساواة واستمرارية المرفق العام، ووفق قواعد الشفافية والنزاهة والنجاعة والمساءلة».

9

سعى المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية في إطار مشروع العدالة البيئية الذي تم إطلاقه في مارس 2018 إلى تقييم تطبيق القانون الأساسي عدد 22 المؤرخ في مارس 2016 والمتعلق بالحق في النفاذ إلى المعلومة. وأشار المنتدى إلى أنه لم يتم تطبيق أحكام هامة من القانون في معظم الإدارات الجهوية في قفصة والقيروان. ولقد أدى عدم وجود أي موظف عمومي مسؤول عن النفاذ إلى المعلومة إلى نقص في النفاذ إلى المعلومة في الإدارات الجهوية التي تنعدم فيها الدراية بوجود هذا القانون بشكل كامل. وبالمثل، فإن معظم الإدارات لا تطبق الباب الثاني من القانون الأساسي عدد 22 لسنة 2016 الذي يقتضي منها نشر معلوماتها علناً، بما فيها المعلومات التي شكلت موضوع طلب النفاذ إلى المعلومة⁹.

10

⁹ المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، العدالة البيئية، المعركة مستمرة، أكتوبر 2019. متوفر على الرابط التالي: <https://ftdes.net/rapports/justice.envi2019.fr.pdf> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

تعاني تونس بالفعل وستظل تعاني من آثار تغيّر المناخ التي تتجلى في ارتفاع درجات الحرارة وانخفاض هطول الأمطار وارتفاع منسوب مياه البحر وخطر تآكل السواحل (في الجزر الصغيرة مثل أرخبيل كرقنة) وندرة الموارد المائية وملوحة المياه والجفاف وانعدام الأمن الغذائي (انخفاض إنتاج الحبوب التونسي في سنة 2020 بمقدار الثلث مقارنة بسنة 2019) بالإضافة إلى الظواهر الجوية الشديدة (فيضان نابل 2018) آثار سلبية على الأنشطة الاقتصادية (ضعف صيد أسماك الرمال (السمور) في جزر كرقنة أو صيد المحار في الجنوب⁵) والاجتماعية (37 ألف وظيفة معرضة للخطر في القطاع الزراعي) والصحة العمومية⁶.

6

3.1 المساواة بين الجميع في بيئة سليمة

يُكرس دستور سنة 2014 مبدأ المساواة أمام القانون بين المواطنين والمواطنات (الفصل 21) بالإضافة إلى حماية الإنجازات التاريخية للمرأة التونسية وتطويرها (الفصل 46).

7

لا تؤثر القضايا البيئية بنفس الطريقة على النساء والرجال نظرًا لخصوصية احتياجاتهن وأدوارهن في المجتمع. وتُنسب الأدوار الجندرية إلى النساء المعترف بهن على أنهن مستخدمات ووصيّات رئيسية على التنوع البيولوجي⁷. ولقد تم تأنيث بعض المهام كما هو الحال في قطاع الفلاحة (تربية الدواجن في تونس) وفي إدارة المياه (الجمع والاستخدام). وتشكل النساء 70 في المائة من القوة العاملة الفلاحية غير أنهن يتقاضين أجرًا أقل من أجور الرجال ويعملن أكثر في القطاع غير الرسمي، مما يعوق تمتعهن بالحقوق الاجتماعية، لاسيما حقهن في تغطية الضمان الاجتماعي⁸.

8

5 المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، تغيّر المناخ في تونس، الحقائق وسبل التكيف لقطاع الخدمات العمومية، سبتمبر 2021. متوفر على الرابط التالي:

<https://ftdes.net/rapports/changementsclimatiques.fr.pdf> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

6 وكالة الأناضول، وجدان جلاصي، تحديات تغيّر المناخ لتونس: ضرورة العمل بشكل استباقي، 2021-12-10. متوفر على الرابط التالي:

https://www.aa.com.tr/fr/afrique/d%C3%A9fis-du-changement-climatique-pour-la-tunisie-il-urged-agir-en-amont/2444182?fbclid=IwAR1Ayl2pf_ucNeZua1sqf0L-5IH0I63KyD9bgKzCu3nBpn_bQ-R4Fp9g4ug (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

7 وزارة الشؤون المحلية والبيئة وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي، تحديث الاستراتيجية الوطنية للتنوع البيولوجي وخطة العمل، ص. 9 نوفمبر 2017. متوفر على الرابط التالي:

https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/2019/strategie_et_plan_daction_nationaux_pour_la_biodiversite_2018_2030_0.pdf (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022).

8 برنامج الأغذية العالمي (WFP)، مشروع الخطة الاستراتيجية القطرية - تونس (2022-2025)، ص. 5 جوان 2021. برنامج الأغذية العالمي (WFP)، مشروع الخطة الاستراتيجية القطرية - تونس (2022-2025)، ص. 5 جوان 2021. متوفر على الرابط التالي: https://executiveboard.wfp.org/document_download/WFP-0000129913 (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022). تتلقى النساء العاملات في القطاع الفلاحي على أجر يقل بنسبة 50 في المائة عن أجور الرجال وتحصل 33 في المائة فقط منهن على تغطية الضمان الاجتماعي. Webmanagercenter، تونس: لا تتمتع حوالي 70% من العاملات في القطاع الفلاحي بتغطية الضمان الاجتماعي، 19 نوفمبر 2019. متوفر على الرابط التالي: www.webmanagercenter.com/2019/11/19/441491/tunisiepres-de-70-des-travailleuses-agricoles-nont-pas-de-couverture-sociale (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022). وفقا لبيان صحفي صدر في أوت 2020 مخصص لمسح أجرته وكالة الديمقراطية المحلية بالقيروان، فإن 58 في المائة من العاملات في القطاع الفلاحي يتقاضين أجرًا يتراوح بين 10 و 15 دينار في اليوم وتتلقى نسبة 30 بالمائة منهن أقل من 10 دينار في اليوم. وكالة تونس إفريقيا للأنباء، تدفع نسبة 58% من العاملات في القطاع الفلاحي في تونس ما بين 10 و 15 دينارًا في اليوم (مسح)، 31-08-2020. متوفر على الرابط التالي: www.tap.info.tn/ar/ (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022) portal-society/13024256-58-of-female-femal-farm

التزمت الدولة التونسية في سنة 2017 خلال الاستعراض الدوري الشامل بمواءمة تشريعاتها مع الدستور الذي أقرّ بمجموعة من الحقوق المرتبطة بالحق في البيئة¹. وتشمل هذه الحقوق الحق في البيئة (الفصل 45) والتنمية المستدامة (الفصل 12) والحق في المساواة (الفصل 21) والحق في التعليم، بما في ذلك التعليم البيئي (الفصل 39)، والحق في الإعلام والنفاز إلى المعلومة (الفصل 32) وحرية تكوين الجمعيات (الفصل 35) والحق في المشاركة في صنع القرار والحكومة البيئية (الفصل 34) والحق في الصحة (الفصل 38) والحق في الموروث الثقافي (الفصل 42) والحق في الماء (الفصل 44) وحقوق المرأة (الفصل 46) وحقوق الطفل (الفصل 47).

2

1.1 المصادقة على الاتفاقيات الدولية

تلقت الدولة التونسية في سنة 2017 توصيات متعلقة بالمصادقة على الاتفاقيات الدولية المتعلقة ذات الصلة بهذه المسألة². وفي نفس الوقت، يقرّ الدستور التونسي (الفصل 20) بالاتفاقيات الدولية باعتبارها ذات قيمة فوق تشريعية. وبينما نرحب بالمصادقة على بعض الاتفاقيات، فإننا نشجب عدم المصادقة بعد على العديد من الاتفاقيات الدولية البالغة الأهمية.

3

نوصي في هذا الصدد بأن تصادق الدولة التونسية على الاتفاقيات الدولية، على غرار بروتوكول الإدارة المتكاملة للمناطق الساحلية لسنة 2008 واتفاقية آر هوس بشأن الوصول إلى المعلومات والمشاركة العامة في عملية صنع القرار وإمكانية اللجوء إلى القضاء في الشؤون البيئية لسنة 1998 واتفاقية منظمة العمل الدولية (رقم 129) بشأن تفتيش العمل لسنة 1969.

4

2.1 الحق في بيئة سليمة ومتوازنة

يقرّ الدستور التونسي بالحق في بيئة سليمة ومتوازنة (الفصل 35) غير أن هذا الحق يخضع للعديد من الانتهاكات والتجاوزات. وتعتبر تونس الدولة الثالثة في أفريقيا من حيث التلوث البيئي بمعدل تلوث يقدر بـ 75.12%³. وتحتل تونس المرتبة 71⁴ على الصعيد العالمي وفقاً لدراسة «مؤشر الأداء البيئي» وتُعد الأرقام المتعلقة بالتنوع البيولوجي مثيرة للقلق.

5

1 التوصية عدد 125-16 (العراق)، «مواصلة مواءمة الأطر القانونية البيئية مع النصوص الدستورية» والتوصية عدد 125-23 (مدغشقر)، «مواصلة مواءمة التشريعات مع الدستور والصكوك الدولية التي صادقت عليها».

2 نفس المرجع.

3 وكالة الأناضول، مالك جمني، تونس/سياسة بيئية متذبذبة، 2021-07-03.

4 الأداء البيئي، مؤشر الأداء البيئي لسنة 2020، نتائج مؤشر الأداء البيئي. متوفر على الرابط التالي: <https://epi.yale.edu/epi-results/2020/component/epi> (تم النفاذ إليه في 24 مارس 2022)

1

مواءمة النصوص القانونية مع
الدستور والاتفاقيات الدولية

المقدمة

شكّل تاريخ 8 أكتوبر 2021 خطوة حاسمة لكل الجهات الفاعلة المنخرطة في مجال حماية حقوق الإنسان والبيئة. إذ أقرّ مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة، لأول مرة، بالحق في بيئة نظيفة وصحيّة ومستدامة كحق أساسي من حقوق الإنسان لممارسة الحقوق الأخرى عقب اعتماد القرار 48/13 في الدورة الثامنة والأربعين للمجلس. وهكذا فإن هذا القرار يضمن للأفراد توفير بيئة تسمح جودتها للبشر بأن يعيشوا حياة كريمة.

1



القويسمة،
بنزرت
نوفمبر 2021
© Mohamed
Argoubi

تقديم ائتلاف إرثنا

يتكون ائتلاف إرثنا، الذي يحظى بدعم عدد من الجمعيات الناشطة في مجالي البيئة وحقوق الإنسان، من فريق من الشباب التونسي ويعمل الائتلاف على تنظيم حملات التوعية والرصد والتنبيه بشأن القضايا الأساسية المرتبطة بتغيّر المناخ وحماية التنوع البيولوجي ورصد كل الانتهاكات المهددة للبيئة والتراث.

يحظى ائتلاف إرثنا بدعم الجمعيات والمنظمات والمؤسسات التالية:

- مكتب مؤسسة فريدريش إيبيرت بتونس (FES Tunisia)
- جمعية السياحة البيئية والمحيط (+ ETE) بنابل
- الجمعية التونسية لحماية الطبيعة والبيئة بقربة (ATPNE Korba)
- جمعية حماية الحيوانات (PAT)
- الجمعية التونسية +ADO
- الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية (ADLI)
- جمعية المهندسين التونسيين الشباب
- El Space Innovation Hub



EL SPACE
We Build Communities



جهات الاتصال بالائتلاف

عنوان البريد الإلكتروني
generation.av.8@gmail.com

جهة الاتصال
رباب الرعاش

عنوان البريد الإلكتروني
raach.rabeb@yahoo.fr

الهاتف
+216 53 206 880



EARTH'na
إرثنا
One Earth, One Heritage
أرض واحدة، إرث واحد

**Gene
ra**
Avenir

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**
مكتب تونس



ائتلاف إرثنا

تقرير أصحاب المصلحة المقدّم للاستعراض الدوري الشامل لتونس، الدورة الرابعة 2022

تقرير حول
الحقوق البيئية والتنمية

تونس، مارس 2022



EL SPACE
We Build Communities



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles
www.adlitn.org

